



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

PROTECTEUR OU CORRUPTEUR DU CITOYEN !



Voir page 3

Le juge d'instruction Jean Wilner Morin entre en fonction à l'Office de protection du citoyen comme protecteur ou corrupteur du citoyen



Yo sasinen militan
Dickson Orès!

Page 6

As Cops Target Lower Delmas,
Viv Ansanm Issues Collective
Statement that Haitians are Free
to Move around Haiti Again

Page 9



Trump dans Notre
Amérique et au-delà...

Page 7



Sommet de l'APEC
à Lima !

Page 10



Voir page 4

Le projet de loi préparé par la Force Nationale Progressiste (FNP), une organisation d'extrême droite alliée au gouvernement de Luis Abinader



Venezuela :
Les États-Unis
reconnaissent
Edmundo Gonzalez
comme président élu

Page 17

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAÏTI
Daniel Tercier
Bissainthe Annesau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claude C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

On n'assassine pas les idées ni une cause !

Par Berthony Dupont

« Enfin, on a tué le bandit ! » Tel est le titre paru dans le journal Le Nouvelliste au lendemain de l'assassinat le 1er novembre 1919, près de Grande Rivière du Nord du chef des Cacos, Charlemagne Peralte par les sbires des forces de la première occupation américaine. Ce massacre n'a pas empêché la poursuite de la lutte contre l'agression impérialiste américaine en Haïti ni le nom de Peralte de passer à la postérité et poursuivre son chemin et d'être la figure emblématique symbolisant l'anti-impérialiste en Haïti. Donc, ne nous étonnons pas si un tel titre revient à la une de l'actualité dans une certaine presse dans la mesure où il constitue le rêve tant convoité par un grand nombre de serviteurs de l'impérialisme néocolonial.

L'actuel pouvoir de transition, n'est ni un régime du dialogue ni un régime démocratique que les capitalistes prétendent avoir établi. C'est un Exécutif qui fait feu de tout bois, non pour résoudre le problème de l'insécurité, de la violence et œuvrer à sortir le pays de son état actuel, mais pour éliminer certains individus gênants ou du moins une des figures les plus médiatisées du moment, l'ancien policier, chef du mouvement « Vivre Ensemble », Jimmy Cherizier.

Il n'y a guère de surprise. C'est plus qu'une évidence, depuis longtemps son assassinat brutal et spectaculaire a été planifié en tout cas programmé. Le projet a été relancé suite à l'échec des autorités haïtiennes aux Nations-Unies, qui se sont heurtées à la position ordonnée et organisée de la Russie et de la République Populaire de Chine s'opposant à la transformation de la Mission multinationale en cours en Haïti en Mission de paix de l'ONU. Pour mémoire, rappelons que le projet de transformer la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS), en mission de paix des Nations-Unies n'est pas une initiative des dirigeants fantoches haïtiens. Ces laquais n'ont fait que répéter cyniquement comme des perroquets ce que leur maître, leur patron Antony Blinken leur avait dicté publiquement lors de sa dernière visite éclair à Port-au-Prince.

Cet échec, combiné à une dénonciation publique faite récemment sur les ondes de Radio Méga, dans l'émission « Boukante Lapawòl » animé par Guerrier Henri qui nous a inondés d'un flot d'informations selon lesquelles le Conseil Présidentiel de Transition aurait envoyé des émissaires dont l'activiste bien connu Dickson Oreste pour négocier avec certains chefs de groupes armés. Cherizier rapporte dans une interview avec Boukante Lapawòl, que lui, avec deux autres hommes armés, ont eu des conversations sur le téléphone de Dickson avec un des conseillers présidentiels, précisément l'ancien sénateur néo-Lavalas Louis Gérard Gilles passé depuis dans le camp du PHTK.

En effet, tout porte à croire qu'il s'agit là d'une nouvelle fabriquée de toutes pièces, afin de nuire au régime qui semble s'opposer à tout dialogue pour un changement fondamental et sortir le pays de l'impasse où il est acculé. Mais, une fois que la nouvelle a été étalée sur la place publique, le Conseil Présidentiel a été pris de panique et tenté de paralyser le pays avec des intrigues, savamment orchestrée tout en menaçant quiconque ayant eu des contacts avec ses propres émissaires. Et, en effet, le pire est arrivé, Dickson a bel et bien été assassiné le lundi 18 novembre 2024 à Delmas

48, tout près de l'église catholique Altagrâce! C'est dans ce sens, que plus d'un se demande pourquoi a-t-il été fusillé ? D'autres en revanche s'interrogent : pourquoi le Conseil Présidentiel n'a rien dit et n'a même pas exigé une enquête sur la fusillade suspecte de son envoyé spécial ?

Les capitalistes évidemment font toujours des bêtises grossières pour se défendre. C'est ainsi que les premières réactions du Conseil Présidentiel ont été de passer automatiquement à la répression aveugle, en ordonnant la fermeture de l'émission qui a véhiculé le message sous prétexte qu'il alimente les discours de haine colportés par les bandits et de plus en cherchant à assassiner sciemment le principal accusateur, Jimmy Cherizier, suite à des opérations militaires et policières constantes dans le quartier populaire de Delmas 6. Le pouvoir tenterait-il de jouer le tout pour le tout en jouant la carte de l'assassinat ?

Certes, la domination oligarchique, c'est-à-dire la survie du système capitaliste, s'obtient toujours au prix d'une répression féroce et destructrice, non seulement pour détourner l'attention, mais aussi pour cacher toute vérité, de sorte qu'aucune perspective ne soit possible. Nous devons continuer à résister à ce gouvernement, à ces irréductibles du pouvoir qui ne nous réservent qu'un avenir de misère.

Nous l'affirmons : ce système bourgeois, corrompu qui opprime et exploite les classes défavorisées, sa seule issue est sa destruction totale pour le remplacer par une politique dynamique, progressiste, rejetant toute domination étrangère et pour l'épanouissement d'une révolution socialiste! Le prétexte est tout trouvé, utiliser la force pour éliminer le symptôme sans vraiment atteindre la maladie. Ces réactionnaires pensent qu'en ayant recours à la violence manifeste, ils gagneront la bataille et continueront à pérenniser ce système corrompu. C'est bien compter mal calculer qu'une telle situation pourrait se résoudre par le totalitarisme.

La classe politique et la bourgeoisie se trompent et leur filiation apparaît au grand jour. Loin d'être des combattantes pour la cause populaire, elles sont bien des agents patentés de l'impérialisme. Elles peuvent tuer ou assassiner n'importe quel combattant, cela ne les amènera nulle part, surtout pas à la victoire dans la mesure où on peut tuer un ou plusieurs leaders cela ne réussira pas à faire taire ses disciples, ses compagnons, encore moins arriver à tuer les idées et les convictions qui les ont animé. On a tué tant de chefs, mais ils sont devenus des martyrs, des symboles permanents beaucoup plus percutants morts que vivants.

Qu'un chef authentique soit vivant ou mort ses idéaux et les nobles causes qu'il a défendus ou initiés resteront comme une flamme allumée jusqu'à ce que le chaudron alimenté par le peuple explose une fois pour toute.

Tant que les choses resteront inchangées, la page ne sera pas tournée. Les idées se renouvelleront chez les jeunes combattants car elles sont immortelles et dans une perspective de lutte des classes, ces jeunes deviendront des combattants plus aguerris, plus déterminés, profondément plus mûrs et véritablement plus engagés pour la cause, leur cause, la libération d'Haïti de l'emprise de cette élite politique antipatriote gagnée et livrée aux impérialistes occidentaux.

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$100 pour un an
 \$50 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amérique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Protecteur ou corrupteur du Citoyen !



L'investiture du nouveau protecteur ou corrupteur du citoyen par le ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle Antoine Augustin.



Une partie de l'assistance à l'installation de Jean Wilner Morin comme protecteur du citoyen

Par Isabelle L. Papillon

La famille G9 et alliée formant le Conseil Présidentiel de Corruption a été accusée d'avoir pris l'argent des oligarques pour placer un Premier Ministre à leur goût. Suite à des pressions de l'ambassade américaine, et par peur d'être découverts, ils ont été obligés de prendre Garry Conille et 6 mois plus tard, ils ont placé au poste la marchandise de la bourgeoisie en la personne de Alix Didier Fils-Aimé.

Ces messieurs et dames du Conseil Présidentiel ont de nombreuses actions louches à leur actif. De plus,

ils ont kidnappé les fonds du service de renseignement du Palais National et les partagent chaque mois entre eux. Le jeu est si beau, qu'en plus de l'accusation de trois d'entre eux dans le braquage de la Banque Nationale de Crédit, ils viennent d'embaucher illégalement le 12 novembre dernier à leur entreprise de corruption, par une ordonnance signée entre autres par les conseillers présidentiels Louis Gérard Gilles, Smith Augustin et Emmanuel Vertilaire, le juge d'instruction Jean Wilner Morin, désigné comme corrupteur ou protecteur du citoyen par intérim.

C'est le jeudi 21 novembre, à Delmas 33, qu'a eu lieu l'investiture du nouveau corrupteur ou protecteur du citoyen par un transfuge de la gauche à la droite réactionnaire pro-impérialiste, le ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, l'opportuniste Antoine Augustin.

En effet, Morin a pris le contrôle de l'Office de protection du citoyen (OPC) en remplaçant Renan Hédouville dont le mandat de sept ans est arrivé à échéance, mais les dispositions de la Constitution n'ont pas été appliquées correctement dans cette passation de pouvoir, c'est-à-dire dans le respect et l'application des règles de procédure fixées par la loi.

La cérémonie s'est déroulée en

présence des membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSPJ), du directeur général de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), Hans Ludwig Joseph ; ainsi que des dirigeants d'organisations de défense des droits humains, comme Camille Occius de l'Organisation des Citoyens pour une Nouvelle Haïti (OCNH) et des représentants du Réseau National de Défense des Droits Humains de l'authentique corrompu Pierre Espérance dont Morin est un allié sûr, pour ne pas dire un complice.

Pierre Espérance a applaudi des deux mains l'arrivée de Jean Wilner Morin comme protecteur du citoyen. La satisfaction de Pierre en dit long, elle indique probablement que les affaires de sa forte association criminelle opérant dans le pays sous couvert de défense des droits humains seront bientôt plus avantageuses qu'auparavant. Il a même confirmé que c'est lui qui a limogé Renan Hédouville à la tête de l'OPC pour mauvaises affaires. Ne soyons pas surpris, car cette association criminelle a en réalité ses propres juges, ses propres avocats, ses propres policiers, ses propres médias et journalistes pour relayer sa propagande criminelle.

Nous prenons acte du témoignage d'une des victimes de cette association criminelle, en la personne de Sherlson Sanon. Ce dernier avait

indiqué dans une conférence de presse, le mardi 4 juillet 2023, dans les locaux de l'Hôtel Surprise situé à Delmas 75, que dans le cadre du coup monté et mené par Pierre Espérance contre Edo Zenny et Joseph Lambert, Me Mario Beauvoir et le juge Morin lui avaient demandé d'endosser tous les mensonges de Pierre Espérance.

En vérité, « *Morin m'avait invité à mentir contre d'autres pour assouvir les obsessions criminelles de son ami Espérance.* » avait-il dé-

claré.

Faut-il donc en conclure que l'ancien juge d'instruction Jean Wilner Morin, qui est présenté comme un juge intègre, est un employé, sinon un pion de l'association de malfaiteurs dirigée par le directeur exécutif du Réseau national des droits de l'homme (RNDDH), Pierre Espérance. Et c'est lui que le Conseil présidentiel vient de placer comme corrupteur ou protecteur du citoyen.



Sherlson Sanon



Renan Hédouville l'ancien protecteur du citoyen



GEHI & ASSOCIATES

Attorneys and Counselors at Law

FREE CONSULTATION

718-764-6911



Naresh M. Gehi, Esq.

- * TPS
- * Political Asylum
- * Fiancé and Spouse Visas
- * Sponsoring Relatives

- * "Pwogram Biden"
- * Deportation
- * Citizenship
- * All other Immigration Matters

Annie Joseph

"Nou Pale Kreyòl"



| | | |
|--------------------------|---|--------------------------|
| Reasonable Fees | 104-05 Liberty Ave., Ozone Park, NY 11417 | Tel: 718-577-0711 |
| Tel: 718-577-0711 | 74-09 37th Ave., Ste. 205, Jackson Heights, NY 11372. | Tel: 718-263-5999 |
| www.gehilaw.com | 173-29 Jamaica Ave., Jamaica, NY 11432. | Tel: 718-764-6911 |

Projets de loi visant à renforcer le régime de l'apartheid



Luis Abinader et le sénateur Carlos Gomez



Des membres de la Force Nationale Progressiste (FNP)

Par La voix des travailleurs

Lundi 18 novembre, les députés Elías Wessin, du PQDC léoniste, et Eugenio Cedeño, du PRM, ont reçu et soutenu un projet de loi au titre stramborique de « *Loi pour la mise en œuvre du pacte national pour les politiques publiques de l'État en matière de crise d'Haïti* », préparé par la Force Nationale Progressiste, une organisation d'extrême droite alliée au gouvernement. Le projet, qui s'appuie sur

les migrations, les détentions liées aux migrants sont de nature administrative et les infractions liées à la migration ne sont pas sanctionnées par des peines de prison ou des amendes. Dans le projet de loi présenté par le sénateur du PRM, il serait sanctionné par des amendes de deux à cinq salaires minima du secteur public (entre 20 000 et 50 000 pesos actuellement) et entre 15 et 30 jours de prison pour les personnes qui rentrent dans le pays après avoir été déporté. Pour une deuxième réentrée, les amendes s'élèvent entre



Le député Eugenio Cedeño, du PRM

l'accord signé en octobre 2023 par le gouvernement et ses alliés, vise à institutionnaliser des mesures que le gouvernement a poussées sans succès dans le passé, comme la délégation des fonctions d'inspection des migrations aux personnes qui louent des maisons ou travaillent dans le secteur des transports.

À la mi-octobre, le sénateur perremeiste Carlos Gomez a présenté un autre projet de loi, une réforme de la loi sur les migrations, visant à établir des peines de prison pour les personnes en situation irrégulière. Les deux projets de loi visent à renforcer le régime de discrimination raciale institutionnelle, dans le cadre de la campagne actuelle d'expulsions massives menée par le gouvernement.

Compte tenu du manque de transparence du Congrès, ces textes juridiques n'ont pas été publiés, seuls sont connus les communiqués que leurs promoteurs ont adressés aux médias. Cependant, ils attirent l'attention sur leur inconstitutionnalité manifeste, compte tenu de leur caractère discriminatoire et contraire à la procédure régulière.

En vertu de la loi actuelle sur

10 et 20 salaires minimum, avec des peines de prison de 60 à 90 jours. Si l'expulsion était la conséquence d'une condamnation, la réentrée serait passible d'une peine de six mois à deux ans de prison. Les condamnations pourraient aller d'amendes de 50 à 100 fois le salaire minimum et de peines de cinq à dix ans de prison.

Ce type de législation avait été publiquement demandé par le gouvernement Abinader, par l'intermédiaire du directeur général des migrations de l'époque, Venancio Alcántara, en août de cette année. Alcántara a reconnu que le DGM avait pour pratique courante de procéder à des détentions prolongées contre des immigrants qu'il considérait comme des « récidivistes », un concept qui n'existe pas dans la législation actuelle. « *Mais en fin de compte, nous devons les expulser* », a-t-il déploré, appelant ainsi à « renforcer » la loi, évoquant la rendre plus punitive.

Il ne s'agit pas là d'un arbitraire parmi tant d'autres qui ont caractérisé l'état d'urgence de facto en place depuis trois ans, qui comprend des milliers d'arrestations basées sur le profilage racial et des perquisitions

à domicile sans mandat. Ces pratiques gouvernementales illégales et anti-constitutionnelles se sont intensifiées après la fixation d'un quota de dix mille expulsions hebdomadaires, annoncé le 2 octobre dernier par le président Abinader.

De son côté, le projet de loi FNP, déposé en novembre avec le soutien des secteurs PQDC et PMR, prétend obliger les propriétaires à auditer les documents de migration des locataires étrangers potentiels et à déclarer leurs contrats de location à la DGM. Tout manquement à ces exigences entraînerait une peine pouvant aller jusqu'à un an de prison. Les hôtels et établissements touristiques devraient également déclarer leurs clients étrangers à la DGM. En outre, le projet de loi vise à donner au gouvernement national un droit de veto avant l'acquisition de toute maison ou terrain par des étrangers. Les emplois liés à la sécurité privée, à la conduite de véhicules, à l'emploi public en général et même aux emplois comme jardinier ou guide touristique, seraient réservés exclusivement aux Dominicains. Des peines délirantes allant jusqu'à dix ans de prison sont prévues pour ceux qui causent des dommages au mur frontalier, le projet fétichiste du gouvernement, et il est interdit aux étrangers d'acquérir des propriétés dans la zone frontalière, une disposition inspirée du projet trujillien de nettoyage ethnique et « *Dominicisation de la frontière* ».

En plus d'étayer le pacte anti-haïtien impulsé par le gouvernement et ses alliés en 2023, signé par tout l'arc politique soutenant Abinader, de l'extrême droite aux organisations de

centre-gauche comme le Broad Front et l'Alliance nationale, ce projet de loi présente un version encore plus extrême de certaines mesures prises par le gouvernement en 2021, lorsqu'il a proposé d'imposer des amendes aux

d'unités de transport par la DGM, simplement pour le transport de passagers haïtiens.

S'ils étaient adoptés, ces projets de loi aggraveraient la situation de persécution raciale dans le pays, af-



Le député Elías Wessin, du PQDC léoniste

personnes qui emploient ou accueillent des immigrants haïtiens en situation de migration irrégulière, et de saisir les véhicules des transporteurs qui transfèrent des immigrants non régularisés. Ces mesures ont été condamnées peu à peu par de nombreuses organisations sociales et de gauche. Certains syndicats des transports ont dénoncé la détention de chauffeurs et la rétention

fectant non seulement les immigrants haïtiens mais aussi les Dominicains d'ascendance haïtienne, les Dominicains noirs en général et les immigrants noirs et les touristes d'autres pays.

Mouvement socialiste des travailleurs et des travailleurs de la République dominicaine
24 Novembre 2024

FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.

- Funerals in All Boroughs
- Transportation of Remains
- Cremation

Nou pale kreyòl.

**5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228**

GUARINO FUNERAL HOME

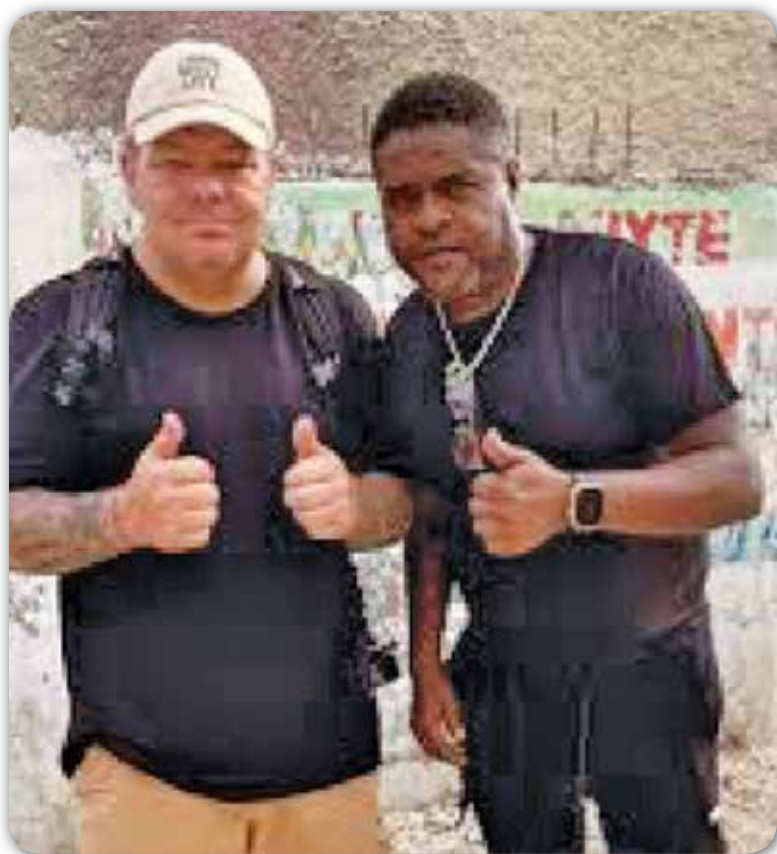
*Serving the Haitian Community
for Over 30 Years*

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

Barbecue avoue à un YouTuber canadien : « Ils veulent m'assassiner »



Jimmy Cherizier, Barbecue



Le YouTuber canadien « Chris Must List » et Cherizier

Le chef de gang Barbecue est poursuivi par la Police Nationale d'Haïti et a accordé une interview à un YouTuber canadien. Il a souligné que les États-Unis, le Canada et la France étaient responsables de cette situation. Il a expliqué son intention d'atteindre les riches du pays, qui vivent dans des châteaux de luxe.

Le 12 novembre, le YouTuber canadien « Chris Must List » a publié une interview du chef de « Viv Ansanm » Barbecue sur sa chaîne. Pour réaliser cette vidéo, il a rendu visite à l'ancien policier et chef de gang haïtien sur son territoire, avec l'aide d'un traducteur.

Barbecue, interrogé sur l'image de monstre qu'il a dans les médias internationaux et haïtiens, a expliqué : « C'est normal qu'ils me fassent passer pour un monstre lorsque vous dénoncez un système qui est corrompu. Quand vous demandez de l'eau pour tout le monde, quand vous demandez des hôpitaux pour tout le monde, quand vous demandez des écoles gratuites pour tout le monde. Quand vous dénoncez les 5 % riches qui détiennent les 95% des richesses du pays. Le système haïtien est un système qui pue, il est corrompu. » De toute façon, il faut que nous changeons cela »

Le système utilise les riches, les médias locaux et internationaux pour me détruire, assassiner mon caractère pareil à ce qu'ils ont fait contre l'ancien président Jovenel Moïse jusqu'à qu'ils l'assassinent.

L'Etat ne connaît pas notre existence. Comme l'avait dit Thomas Sankara : « Nous préférons avoir de l'eau potable pour tout le monde au lieu d'avoir de la champagne pour une petite minorité »

Je ne suis pas un innocent. Si j'étais innocent je ne pourrais pas faire ce genre de bataille. Mais je n'ai jamais volé, kidnappé, ni tué des gens pour me procurer de l'argent. J'ai simplement donné ma vie pour aider à changer les conditions de vie des masses populaires.

Dès le début de l'entretien, le chef de « Viv Ansanm » a prévenu qu'ils se battaient contre d'autres gens, d'autres quartiers pas trop lointains. « Ils se battent dans un autre quartier. S'ils entendent des coups de feu, ce sont d'autres personnes qui ont été payés pour me tuer », a-t-il déclaré.

« Nous luttons pour libérer le pays de l'occupation étrangère de la domination des États-Unis, du Canada et de la France. » a-t-il fait savoir

«Trois pays responsables»

Au cours de l'interview, Barbecue a déclaré qu'il y avait trois pays responsables de ce qui se passe. Il a nommé les États-Unis, le Canada et la France. Le criminel n'est pas d'accord avec la pression internationale que ces pays exercent sur Haïti. « En 1970, de nombreux Haïtiens sont allés au Canada et cela n'a posé aucun problème », a-t-il expliqué. « Ils sont allés travailler au Canada, ont payé des impôts et ont participé au développement du pays. » C'est pourquoi Barbecue a terminé en disant : « Je ne comprends pas pourquoi le Canada en retour nous donne cela. »

L'ego de Barbecue

Après avoir dénoncé ces pays, il a évoqué son rôle dans la guérilla. « Mes garçons me considèrent comme le symbole de la lutte », a-t-il déclaré. Les membres du gang, dans une autre vidéo, ont déclaré qu'ils donneraient leur vie pour cette cause.

En outre, il a expliqué qu'Haïti a une grande histoire et qu'il lutte pour une seconde indépendance. « Nous devons être libérés des mains des États-Unis, du Canada et de la France », a-t-il déclaré. Le désir de Barbecue est de « décider nous-mêmes de ce qui est bon pour nous ». Pour avancer, le chef de gang a affirmé que « nous avons nos propres ressources pour nous développer. Peut-être que nous n'avons pas la technologie, mais s'ils nous le permettent, nous trouverons notre technologie nous-mêmes. »

Les riches d'Haïti

Vers la moitié de la conversation, l'intervieweur a posé des questions sur les maisons des riches en Haïti. Dans les images, il a montré quelques exemples avec le zoom de son appareil photo. Barbecue a déclaré qu'« ils possèdent le pays. Ils décident de tout ce qui se passe sous la protection des États-Unis, du Canada et de la France. »

L'intention des gangs n'est pas de les laisser tranquilles, bien au contraire. « Nous essayons d'y aller, nous voulons les rencontrer », ironise-t-il. Ces riches haïtiens, selon Barbecue, « ont pour la plupart des passeports américains, canadiens ou français. Ils utilisent leurs millions pour se battre. »

« Maintenant, ils vivent bien là-haut, mais ils n'ont pas la paix. Ils ne sont pas en paix avec leur conscience, car ils détruisent Haïti », dénonce le chef criminel.

Leur intention est de lutter contre eux : renverser la classe supérieure et puissante du pays. « Nous n'avons pas des millions, mais nous avons les prouesses de nos ancêtres, nous allons continuer à écrire l'histoire », a-t-il conclu.

« Ils essaient de me tuer »

Barbecue est sous les projecteurs internationaux. En Haïti, il y a une persécution pour le tuer. La Police nationale haïtienne est à ses trousses. « Ils utilisent les forces multinationales et haïtiennes pour m'assassiner », a-t-il déclaré.

Diario Libre 25 novembre 2024

L'arrogance du président de la France esclavagiste



Ce sont les politiques d'ajustement structurel et les dettes illégitimes imposées par la France et les États-Unis aux dirigeants soumis Haïtiens à travers les institutions financières internationales (Fond Monétaire International, Banque Mondiale, BID) qui ont ruiné et tué Haïti.

Par Henriot Dorcent

Sans vouloir défendre les marionnettes du Conseil Présidentiel de transition installées par le Département d'État Américain à travers les pays valets de la CARICOM, nous nous trouvons dans l'ambivalence de dénoncer l'arrogance et l'audace du président de la France Emmanuel Macron qui cherche à blâmer les Haïtiens pour la détérioration de la situation économique, sociale et sécuritaire d'Haïti. Sans honte, Emmanuel Macron ne se souciait d'aucun protocole pour dénoncer et qualifier de « Con » les membres du Conseil Présidentiel de transition pour avoir osé révoquer leur pion, le Premier ministre Gary Conille. Quelle déception!

Qui pis est, le misérable président Français a dédouané la France et les États-Unis d'Amérique de toute responsabilité dans le débâcle économique d'Haïti et ses problèmes politiques à l'aube du 2ème centenaire de la rançon de l'indépendance de 150 millions de franc or par Charles X en 1825. Le misérable président Français a vite oublié le complot Chirac-Devillepin en 2004 pour renverser le gouvernement constitutionnellement élu de Jean Bertrand Aristide qui depuis nous a embourbés dans cette descente aux enfers. Ce ne sont pas les Haïtiens qui ont tué Haïti! Ce sont les politiques d'ajustement structurel et les dettes illégitimes imposées par la France et les États-Unis aux dirigeants soumis Haïtiens à travers les institutions financières internationales (Fond Monétaire International, Banque Mondiale, BID) qui ont ruiné et tué Haïti.

Nous ne voulons en rien apprendre au Président de la France (keke rose) déboussolé par ses défaites politiques et diplomatiques en Afrique et en Ukraine qu'Haïti est un Pays Indépendant et libre; cependant les pratiques politiques et diplomatiques des dirigeants soumis en Haïti ont facilité cette arrogance et la discrimination des racistes transatlantiques.

Seule une révolution Socialiste en Haïti peut mettre fin au régime politique pro-impérialiste et la soumission de nos dirigeants aux anciennes puissances esclavagistes et

colonialistes et non une quelconque conférence nationale entre les petits bourgeois opportunistes pour se positionner comme le prochain champion de l'impérialiste.

Seule une révolution Socialiste en Haïti dans le cadre d'une mobilisation permanente des masses populaires organisées et conscientisées peut renverser la domination impérialiste sur Haïti, stopper le pillage néocolonial et éliminer le gaspillage des ressources de l'État en luttant efficacement contre la corruption.

Seule une révolution Socialiste en Haïti peut mettre fin à l'arrogance et à la haine des dirigeants des puissances néo-colonialistes, et pour atteindre l'objectif d'une révolution socialiste en Haïti, et nous ne cesserons jamais de répéter Ernesto Che Guevara : « Sans théorie révolutionnaire, pas de pratique révolutionnaire », il nous faut nous inspirer du marxisme-léninisme dans cette lutte acharnée contre la domination des commerçants du secteur privé et des oligarques de la classe politique sous domination de l'impérialisme Américain et Français. Il nous faut une organisation autonome et indépendante des prolétaires d'Haïti, un Parti de lutte qui lutte pour l'émancipation socio-économique et politique des masses populaires en leur engageant dans leur propre bataille révolutionnaire. « Je ne suis pas un libérateur disait Che Guevara, les libérateurs n'existent pas, le peuple se libère »!

Plus longtemps que les masses populaires ne sont pas organisées et conscientisées, plus longtemps elles n'arriveront pas à identifier leurs ennemis de classe, plus leur exploitation durera, plus leur domination et leur souffrance seront prolongées.

Si réellement nous voulons entamer une lutte de libération nationale, nous devons construire une organisation de lutte en Haïti, il nous faut reconstruire une véritable idéologie de la transformation révolutionnaire et socialiste, et on doit agir vite!

Progressistes de tous les pays, unissons-nous pour une lutte de libération nationale d'Haïti.

**Liberté ou La Mort!
La Patrie ou La Mort!**

Eske 3 konseye prezidansyèl yo kenbe yo pral denonse lòt yo?



Louis Gérald Gilles, Emmanuel Vertilaire ak Smith Augustin nèg pa anpè ditou.

Konseye Louis Gérald Gilles, Smith Augustin ak Emmanuel Vertilaire nan gwo pwoblèm. Sanble Entènasyonal la pa kab dijere nèg sa yo nan Konsèy Prezidansyèl la pou dwèt long.

Men 3 lawon yo deklare si gen pou ale se yo tout ki pou ale, paske se pa dwèt pa yo sèlman ki long. Yo fè konnen gen nèg la ki enplike nan plis bagay pase yo.

Se vòlè ak vòlè youn ap kouvri pou lòt men tansyon an kòmanse cho nan Vila dakèy la. Etazini sanble ta mande karebare mete nèg deyò. Nèg yo kenbe yo reponn : se nou tout k ap degaje nou, youn pa dwe kite lòt. Se pou nou rete solidè youn ak lòt pou lawont pa touye nou. Se pou nou rete je chèch ap plede nou inosan. Se pou nou derefize demisyone epi opoze ak nenpòt rezolisyon ki ta pran.

Antoulèka, pawòl k ap pale nan tout lari, konsèy la sou wout tonbe, telman yo badijonnen nan koripsyon, Pa gen youn ki pi bon pase lot.

ULCC menm pa janm sispann mande : ki lè, pou enstisyon ayisyen yo montre angajman yo nan batay kont enpinitè a. ?

Nou se travayè

Nou se larivyè
Ki pap janmen teri
Nou se yon solèy
Ki pap janmen kouche
Nou se yon flanm dife
Ki pap janmen etenn
Nou se yon loray
Ki pap sispann gwonde

Nou se travayè
Nou bati bèl kay
Nou rete nan kay pay
Se nou ki fè kabann
Men nou dòmi sou nat
Sou matla lajwisans
Pwofitè ap wonfle
Noumenm pòv travayè
Tou swe, tou bouke

N ap trennen lan mizè.
Nou se travayè.

Paske nou se travayè
Lespwa n gwosè latè
E nan priyè jouda yo
Se nou kab di amèn!

Tony Leroy

Otokidnapin

Lapolis Sidès la, atravè Sèvis Polis Ljidisyèl Depatmantal la arete, jou ki te lendi 25 novanm 2024, Mirlande Dor nan komin Jakmèl, paske li te òganize pwòp kidnapin tèt li. Arestasyon sa a rive apre yon ankèt apwofondi ki revele jèn fanm sa a, Mirlande ak konplisite yon patnè li genyen, fè yon fo kidnapin pou yo ka jwenn lajan nan men fanmi yo.



Mirlande Dor

Yo sasinen Militan Dickson Orès!



Dikson Orès

Si lòbèy pat pete ant Dickson ak moun li t ap travay yo, si tout bagay te mache byen, moun pa t ap janm konnen sa k ap pase. Se lè yo sasinen Dickson sou Delma a anpil

moun vin konprann jwèt la pa piti menm. N ap rete tann si pa gen oken jij k ap mande pou arete kèk moun nan yo site nan zak sasiny sa a.

KONBIT POU MONTRE TOUT AYISYEN LI, EKRI AK KONPRANN LANG AYISYEN AN esponsò



Konfederasyon Nasyonal Vodouyizan Ayisyen (KNVA NY)
P.O. Box 640206
Oakland Gardens, NY 11364
Tel: 718-776-2870
917-442-0491
www.Knva.org/NY



25 out 2024
94-17 Francis Lewis Blvd
Jamaica Queens NY 11438



Aksepte Yo Brase Ak Yo (AYOBYO)
P.O. Box 610316
Bayside, NY 11361
Tel: 347-886-6941
www.ayobyoy.org

Trump dans notre Amérique et au-delà...



Donald Trump

Par Narciso Isa Condé

« Ni Cuba, ni le Venezuela, ni le Nicaragua ne tombent avec des paroles et des fantaisies lâches, ni avec des guerres de faible intensité. Cela a été clairement démontré. »

Cette Amérique est la nôtre, la leur est celle du « Nord révolté et brutal », destiné à « semer la misère » dans notre Amérique.

Nous ne sommes le « jardin » de personne.

À ce stade du processus, nous considérons comme inacceptable un nouvel appel au monroïsme et, plus encore, les prétentions insensées du trumpisme et d'autres variantes du néofascisme.

Dans cette Amérique... l'or, le lithium, les terres rares, le titane, l'Amazonie, la biodiversité, les côtes, les plages et les rivières ne viennent pas des États-Unis.

Ils sont les nôtres et nous allons les défendre.

Que Trump, Elon Musk, Laura Richardson et Marco Rubio le sachent !

Faites-le savoir à la CIA, à l'USAID,

pas facile, car les envahisseurs courent vers l'envahissement comme il l'a fait dans d'autres parties de la planète.

Mais d'ailleurs Cuba, le Venezuela, le Nicaragua, la Bolivie ne sont pas seuls au monde, ni sur ce continent.

Cuba et le Venezuela ont la puissance militaire nécessaire pour revenir. En fait, sous d'autres latitudes, la Corée du Nord se trouve à proximité immédiate de la Corée du Sud et du Japon, alliés charnels et quartiers généraux des bases militaires américaines.

La haine coloniale néofasciste pointé même contre le Mexique, la Colombie et le Brésil en faveur de l'extrême droite dans ces pays, malgré la trahison de Lula envers le Venezuela et les récentes incohérences de Petro avec la patrie de Bolívar et Chávez.

Le trumpisme verse de la glace vers le Mexique et de ses entrailles jaillissent des sanctions inacceptables et des menaces contre la dignité de son gouvernement et de son peuple, et il ne sera pas facile pour le gouvernement Trump d'imposer ses conceptions ; car il ne lui sera pas facile non plus de mettre à exécution sa xénophobie brutale, ni de tenir ses

Rubio est plus blond que Trump et plus colonialiste et néofasciste que l'ombre des deux nouveaux principaux locataires de la Maison Blanche. Il a été élevé et formé politiquement dans le terrier de Miami, tandis que Musk est un produit de l'apartheid sud-africain, de l'élitisme capitaliste et de son existence opulente.

Nous savons, à travers leurs vantardises, que leurs "amis à part entière" dans ces régions sont Milei, Noboa, Bukele, Bolsonaro, Kast, Murillo, Uribe, Duque, Marie Corina-González Urrutia... et avec eux et d'autres de même acabit, ils proposent de construire le bloc régional du néofascisme mondial ; qui sera sûrement béni par Trump, Netanyahu, Zelensky, Giorgia Meloni et Le Pen...

Le plan comprend l'expansion de ce bloc, l'assaut contre d'autres États du continent et le programme visant à tenter d'inverser par la force tous les processus que les États-Unis ne contrôlent pas à l'échelle continentale.

Les agressions bien connues du trumpisme et sa proposition empoisonnée d'État attendent Porto Rico, avec désormais moins de chances de succès, compte tenu des événements (électorales et non électorales) qui révèlent la montée de la conscience indépendantiste du peuple de Borinquén.

Et à Haïti une plus grande dose de violence, de racisme et d'oppression.

Parmi les candidats ayant des « mérites » pour cette expansion figurent entre autres Luis Abinader, le nouveau Premier ministre d'Haïti, Alix Didier Fils-Aimé, le président Buluarte du Pérou, le président Santiago Peña Palacios du Paraguay.

Causes de la retraite violente vers notre Amérique

Trump et ses faucons ne l'admettent pas ainsi, mais il s'agit en réalité d'un repli vers « l'arrière-cour », avec un fort accent sur le déplacement de la Chine, de la Russie et de l'Iran de cette région ; déstabiliser et renverser les gouvernements de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua et la détermination de s'emparer de leur patrimoine naturel par tous les moyens.

La voracité minière et les nouveaux assauts contre la nature non humaine ont des porte-parole.

Le général Laura Richardson, chef du Commandement Sud, l'organisation chargée de préserver militairement les richesses étrangères des États-Unis, a ouvertement proclamé l'intérêt que cette superpuissance porte au « triangle du lithium (Argentine, Chili et Bolivie) », au « réserves de pétrole (les plus importantes au monde), de gaz naturel, de cuivre et d'or du Venezuela », dans "les forêts d'Amazonie (les poumons de la planète)" et dans "31% de l'eau douce mondiale"

De son côté, Elon Musk a avoué avoir parrainé le coup d'État contre Evo Morales en Bolivie et a déclaré qu'après le lithium et les minéraux essentiels aux technologies de pointe, il était en mesure de mener un coup d'État là où cela était nécessaire.

Les sociétés pétrolières, minières, chimiques et informatiques ainsi que le Pentagone, son Commandement Sud, la CIA et le Département d'État convergent dans la même direction rapace. Sa faim de combustibles fossiles, de lithium, de titane, d'or, de terres rares, d'eau et de biodiversité, renforce la voracité impériale.

L'hostilité contre la Chine avait jusqu'à récemment une matrice bipartite et un caractère stratégique, et il est clair que Trump et ses faucons sont prêts à hausser le ton.

Mais récemment, la momie de Biden a été utilisée dans la transition par une faction de la puissance américaine fracturée, pour mettre une pierre sur le chemin de TRUMP ; L'administration actuelle a étonnamment adopté une attitude conciliante à l'égard de la Chine, dont les

dirigeants du géant oriental ont profité pour réitérer et rendre encore plus clair ce que cette superpuissance n'accepterait pas de la part de Biden, de Trump ou de qui que ce soit d'autre.

Le retrait ici, avec la contre-offensive annoncée, a sa raison d'être dans la défaite de l'OTAN en Ukraine et dans les critères d'importants secteurs du pouvoir qui ont soutenu le trumpisme, sur la nécessité d'apaiser ce chapitre épuisant de la guerre mondiale infinie déclenchée par les États-Unis, pas les autres.

À cette négociation, Biden lui-

allé au diable lorsqu'il fait référence à la guerre dans cette région, où, en outre, existe une résistance palestinienne qui ne croit pas aux contes de fées et qui a démontré une capacité offensive contre un sionisme de plus en plus discrédité et vulnérable.

Il est vrai que les dirigeants du Parti Démocrates-PD et de ses enclaves mondialistes sont terriblement belliqueux, mais supposer que l'adversité des guerres se déroule dans les entrailles du pacte néofasciste qui soutient Trump, le trumpisme et sa nouvelle admiration



Luis Abinader

même a répondu en autorisant l'Ukraine à utiliser des missiles à longue portée contre la Russie, ce qui a été rejeté par la France et l'Angleterre ; une autre preuve de la fracture croissante des élites impérialistes européennes et américaines, et des risques qui menacent l'humanité au milieu de ce processus tumultueux de décadence et de décomposition du système impérialiste occidental.

Trump et ses faucons ne représentent pas la paix.

Ce n'est pas que Trump et ses faucons soient pacifistes, mais que les États-Unis ont perdu cette guerre et que si elle continue, la situation pourrait être pire.

La puissance politico-militaire américaine est obligée de négocier avec la Russie et la montée en puissance de Trump offre cette opportunité. La condition ne sera pas imposée par Trump, mais par Poutine, qui contrôle le territoire et pourrait avancer davantage. Dans tous les cas, il s'agit d'une négociation à la fois nécessaire et complexe, qui peut être retardée.

Le complexe militaro-industriel-financier-informatique a obtenu ces dernières années d'énormes bénéfices et peut se payer le luxe d'une rupture de guerre en Europe, en faveur de l'allègement du fardeau du déficit budgétaire des États-Unis et de sa dette colossale. C'est ainsi qu'opère le pouvoir profond de ce colosse décadent.

Le fardeau économique américain sur l'OTAN est élevé et l'Europe occidentale, considérablement décimée, est sous la pression de Trump en termes de financement, contrainte elle aussi de céder face à la Russie.

Ce n'est pas le cas de la guerre contre la Palestine, déjà largement régionalisée au Moyen-Orient.

Les relations charnelles avec Israël et le lobby américain du grand capital sioniste l'obligent à perdurer.

Trump n'admet pas l'existence de l'État palestinien et incite Netanyahu à achever l'holocauste palestinien, puis à tenter de coloniser la côte ouest de Gaza, à cesser les combats et à concentrer la pression sur l'IRAN.

Il reste difficile d'écraser le Hamas et encore plus difficile de vaincre les Huties et le Hezbollah yéménites.

Le « pacifisme » de Trump est

est plus que stupide, étant donné que leur essence est une domination violente et que le retrait d'Ukraine est le résultat d'un grand revers militaire, comme ce fut le cas en Afghanistan. Même ce pacte contient de puissants ingrédients d'un mondialisme « démocratique », transféré aux « républicains » fidèles à Trump.

Du néofascisme en tant que produit d'un déclin agressif de l'impérialisme occidental et de sa superpuissance dominante, dans le contexte d'un durcissement du néolibéralisme néocolonial, on ne peut en général s'attendre qu'à une continuité politique sous la forme de diverses combinaisons de guerres.

Seule l'insurrection mondiale de l'humanité était menacée d'extinction. Nous pouvons vaincre ces desseins impériaux et créer le nouveau, en combinant tous les acteurs de cette grande transformation vers un monde juste, diversifié, multiculturel et solidaire.

Aporrea News 18 Novembre 2024



Alix Didier Fils-Aimé

au Commandement Sud, au Pentagone et à leur cabinet de faucons !

Ni sa rhétorique de la terreur, ni son colonialisme raciste, ni ses guerres d'intensité et de générations variables ne nous effraient.

Ils n'ont pas la capacité d'intimider les États et les peuples exerçant leur droit à l'autodétermination.

Ce sont des os durs qui rugissent.

Ni Cuba, ni le Venezuela, ni le Nicaragua ne tombent à cause de paroles et de fantasmes lâches, ni à cause de guerres de faible intensité.

C'est un racket éprouvé.

Il faudrait qu'il essaie de les renverser ou de les écraser avec des armes et des invasions de gros calibre !, et ce n'est

promesses racistes contre les flux migratoires et l'immigration du « tiers-monde » que les puissances néocoloniales elles-mêmes ont provoquées.

Les conceptions néfastes du trumpisme ont été avouées

Toutes ces prétentions impériales ont été avouées par les faucons « élus » ou nommés, avec toute l'impudence du monde.

Nous savons aussi ce que Trump, Vance, Musk, Laura Richardson et Rubio peuvent faire, pour ensuite les laisser dans ce quintette désastreux, unis dans l'anticommunisme, le racisme, la xénophobie et la voracité pour la richesse naturelle des autres.

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE**



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Severe

**Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201**

Garry Conille, les raisons de son limogeage !



L'ancien Premier ministre Garry Conille accompagné de 3 membres de son cabinet ministériel

Par Catherine Charlemagne

(1^{ère} partie)

Le 8 novembre 2024, les Haïtiens ont été surpris de la révocation du Premier ministre Garry Conille par le Conseil Présidentiel de Transition (CPT). A l'annonce de l'information, certains s'attendaient à ce que l'intéressé fasse de la résistance contre une décision que personne n'a vu venir tant l'occupant de la Villa d'Accueil paraissait comme étant l'homme fort du pays. Même si durant les cinq mois passés à la tête du gouvernement intérimaire, il n'a touché à aucun des problèmes qu'il était censé venu résoudre, il faut le dire franchement, Garry Conille, pensait et se comportait comme s'il était le véritable patron de la Transition. Avec sa casquette portant le logo PM vissée sur la tête, et sanglé dans un gilet pare-balle trop petit, en installant son bureau au Grand Quartier général des FAD'H au Champ de mars et parcourant les Commissariats de police de la région métropolitaine de Port-au-Prince, il faut reconnaître que l'ex-chef du gouvernement tendait à occuper tout l'espace du pouvoir.

Toute cette dynamique déployée donnait l'impression qu'il cherchait à avoir le soutien des forces de l'ordre pour réussir son ambition politique et dans une certaine mesure combattre les gangs qui pouvaient l'en empêcher vu qu'ils prennent en otage quasiment tout le pays. Si tous ces manœuvres n'ont pas été vus d'un bon œil par les neuf membres du CPT, jaloux de leurs prérogatives de chef du pouvoir Exécutif, en vérité, c'est l'attitude de Garry Conille à l'égard justement du Conseil Présidentiel de Transition qui va finalement le perdre. Et pour cause. Le chef du gouvernement intérimaire va entrer en conflit ouvert avec la présidence comme ce fut le cas lors de son premier passage éclair à la Primature. Un court passage qualifié de « passage d'un météore » par le feu Dr Rony Gilot, dans sa série « Au gré de la météo », et qui fut, d'ailleurs, son chef de cabinet lors de son premier mandat.

Certes, il y avait déjà, comme on dit, anguilles sous roche dès l'entrée en fonction de Garry Conille en juin 2024 dans la mesure où il s'était octroyé tous les ministères clés contre la volonté du CPT estimant que les ministères dits régaliens relèvent du domaine réservé de la présidence de la République même dans le cadre d'une transition politique. Mais, l'affaire allait se dégrader et prendre l'ampleur qu'on a connue avec cette fameuse 79^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies tenue à New-York du 22 au 27 septembre 2024. Tout avait commencé une semaine plus tôt par une lettre officielle

en date du 20 septembre 2024 de la Direction de la Sécurité des dignitaires à Washington annonçant le refus des autorités américaines d'accorder la protection diplomatique VIP à Edgard Leblanc Fils, Président en exercice du Conseil Présidentiel de Transition, durant son séjour aux Etats-Unis, alors qu'il devait accompagner le Président kenyan William Ruto en visite éclair dans la capitale haïtienne pour rencontrer les troupes kenyanes avant de se rendre à l'ONU pour participer à la 79^e Assemblée générale de l'organisation.

« L'ambassadeur Antonio Rodriguez m'a transféré la lettre ce matin » avait confirmé le Président du CPT aux médias à propos de ce refus. Or, au même moment, une partie de la Délégation ayant à sa tête le Premier ministre Garry Conille était déjà à pied d'œuvre aux Etats-Unis, rencontrant moult dirigeants étrangers, dans le cadre de ladite Assemblée générale de l'ONU. Suite à cette lettre du Département d'Etat, Edgard Leblanc Fils avait pris la décision d'annuler son voyage qui était prévu pour le samedi 21 septembre 2024. « Cet après-midi, de concert avec les membres du CPT et la ministre de l'Economie et des finances Kethleen Florestal, Premier ministre par intérim, j'ai décidé de ne plus accompagner le Président Ruto pour New York. Ce sera le Conseiller Leslie Voltaire qui l'accompagnera. J'ai pris cette décision parce qu'il y a une confusion entre les Nations-Unies, le Département d'Etat américain et la Représentation d'Haïti auprès de l'ONU. Aussi, j'ai instruit la ministre des Affaires étrangères de rappeler pour éclaircissement et clarification le Représentant d'Haïti aux Nations-Unies et l'ambassadeur d'Haïti à Washington.

Ils doivent expliquer au CPT ce qui s'est passé. D'ici au 26 septembre, on aura suffisamment d'informations pour prendre une décision sur qui doit porter la parole à l'Assemblée générale de l'ONU. Une partie de la Délégation haïtienne qui doit participer à la 79^e session de l'Assemblée générale de l'ONU a déjà quitté le pays. L'autre partie était restée pour accueillir la Délégation conduite par le Président de la République du Kenya, William Ruto, en visite officielle dans le pays. » A cette annonce, c'était la stupeur dans la capitale haïtienne. Personne ne comprenait cette décision de Washington de refuser de prendre en charge la sécurité de celui qui dirige la République d'Haïti en tant que chef d'Etat, tandis que son chef de gouvernement parade sous haute sécurité dans les rues du pays de l'Oncle Sam.

Immédiatement, certains soupçonnaient Garry Conille d'être à l'origine d'une telle mesure. La grossièreté de l'affaire allait sou-

lever nombre d'interrogations, pas seulement à Port-au-Prince, mais aussi à Washington et à New-York où l'Administration américaine finit par comprendre qu'il y a une grave erreur suite à des manipulations, mésententes et confusions venues directement du ministère des Affaires Étrangères d'Haïti, de la Primature et de la présidence. Après quelques explications entre Port-au-Prince et Washington, feu-vert a été donné pour accueillir dignement et selon le protocole en vigueur réservé aux chefs d'Etat, Edgard Leblanc Fils sur le sol américain.

Ainsi, précipitamment, dans la soirée du 22 septembre 2024, l'ambassade des Etats-Unis en Haïti émet un communiqué sur son compte X pour annoncer que « Les États-Unis feront preuve de la plus grande courtoisie à l'égard du Président du Conseil Présidentiel de Transition, Edgard Leblanc, à l'occasion de son voyage à New York pour l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Président Leblanc bénéficiera d'une protection complète, comme c'est le cas pour tous les chefs d'Etat. Le gouvernement américain prend très au sérieux la sécurité des dignitaires étrangers aux États-Unis et regrette les retards dans l'approbation du dispositif de sécurité de M. Leblanc en raison de la complexité de nos procédures internes ». Un langage très diplomatique pour dire qu'ils ne sont pas responsables de ce qui s'est passé. A la publication de ce tweet, le journal *Le Nouvelliste* avait contacté le Président du CPT pour avoir la confirmation qu'il n'y avait plus de problème pour sa participation à la 79^e Assemblée générale de l'ONU.

Prudent, Edgard Leblanc Fils qui a compris que Garry Conille a essayé de prendre sa place à la Tribune des Nations-Unies, puisqu'il devait intervenir le 26 septembre, avait déclaré à ce quotidien « Les conditions ont certes changé, mais j'ai informé la ministre des Affaires étrangères que j'attends une note formelle soit de la Direction de la sécurité diplomatique soit du Département d'Etat américain en ce qui concerne la sécurité des dignitaires. Un agent de la sécurité diplomatique s'est déjà adressé à la Mission Permanente d'Haïti pour avoir mon itinéraire. Je suis prêt à partir, je me prépare en conséquence, mais j'attends une lettre formelle ». Si en Haïti, officiellement il n'y avait plus de problème empêchant à Edgard Leblanc Fils de prendre l'avion pour New-York, mais, comme on l'a vu, celui-ci demeura prudent, il avait préféré attendre une lettre signée du Département d'Etat américain notifiant qu'il sera bien placé en tant que VIP sous la protection diplomatique avant de faire ce voyage dans l'inconnu. Pendant ce temps, justement à New-York, la nouvelle est arrivée aux oreilles de la meute de journalistes qui suivait le voyage du Premier ministre.

Ces travailleurs de la presse ne vont pas tarder à interroger le chef du gouvernement sur le blocage et le dénouement favorable du dossier et de l'arrivée imminente de celui qui devait être là depuis le début. Les journalistes lui ont surtout demandé s'il avait quelque chose à voir avec ce qui était arrivé au Président du CPT et vu que celui-ci va être présent à l'ONU, quel sera son rôle à lui. Visiblement embarrassé, Garry Conille est sur la défensive. Il se mettait à expliquer comment il avait planifié ce voyage avec Edgard Leblanc Fils en indiquant qu'il n'a jamais été question pour lui de conduire la Délégation haïtienne.

Néanmoins, il n'oubliait pas de souligner tout de même que, dans le passé, certaines Délégations haïtiennes étaient composées du Président

de la République et du Premier ministre. En tout cas, criblé de questions sur cette affaire qui avait mis au grand jour la mésentente entre la présidence et la Primature, Garry Conille répondait ce qui suit « Aussitôt que nous étions informés de la situation, nous avons contacté le Président Leblanc et entamé des démarches pour comprendre ce qui s'est passé. Je peux vous assurer que dorénavant, le problème est résolu. Le Président Leblanc aura les mêmes privilèges que tous ceux qui joueront le rôle de chef d'Etat à l'ONU. A ce que je comprends, il y a de très fortes possibilités qu'il puisse venir très bientôt pour venir remplir son rôle comme chef de Délégation et prendre la parole devant l'Assemblée. Ce n'est pas parce que j'étais déjà là comme PM que la sécurité de M. Leblanc n'était pas garantie. Il n'y a aucun rapport. La note de presse de la Primature était claire. Edgard Leblanc dirige la Délégation.

Et je devais accompagner la Délégation. J'ai coordonné le voyage avec le Président Leblanc. J'ai partagé mon agenda avec lui. J'ai discuté de tout ce que nous aurons à accomplir. » A l'annonce que tout est rentré dans l'ordre, le Conseiller Présidentiel, Leslie Voltaire, qui était déjà sur place après avoir accompagné le chef de l'Etat kenyan, en attendant l'arrivée du Président du CPT, mais qui ne jouait pas le rôle de chef de Délégation, a tout de suite saisi des dossiers concernant celui-ci. C'est ainsi qu'il a rencontré, à la place de Leblanc Fils toujours bloqué en Haïti, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres,

dans le cadre des relations bilatérales d'Haïti et ses partenaires et ceci sans la participation d'aucun membre de la présidence en l'occurrence Leslie Voltaire en l'absence de Edgard Leblanc Fils. C'est pourquoi le chef du gouvernement intérimaire a eu une série de rencontres avec diverses personnalités notamment le Premier ministre de la Jamaïque, Andrew Holness, avec lequel il avait fait le point sur la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS). A sa sortie de ce tête-à-tête, Garry Conille s'en félicitait en ces termes « La Jamaïque vient de déployer une vingtaine d'officiers en Haïti et prévoit d'en envoyer plus.

Ce pays va nous fournir un appui afin de sécuriser la baie de Port-au-Prince. Ce qui est excessivement urgent. Le Premier ministre et son ministre des Affaires étrangères nous ont rassurés qu'ils allaient poursuivre l'engagement de leur pays, et nous aider à faire une plaidoirie sur la question d'Haïti. » Ensuite ce fut le tour de la Directrice des opérations de la Banque mondiale, Anna Bjerde, qui, d'après Conille, a permis d'ouvrir de nouvelles opportunités sans pourtant donner plus de précisions sur ces opportunités. Néanmoins, le Premier ministre laissait entendre que « Nous avons eu une belle discussion sur la forme que prendra le financement pour cette fin d'année fiscale et à partir de l'année prochaine. Nous avons des idées très claires de ce que nous voulons réaliser. La Banque mondiale est d'accord sur la vision. Haïti pourra encore garder son statut au niveau des allocations sous forme de dons et



Rencontre entre l'équipe du Premier ministre Garry Conille et celle de la Directrice stratégique de la Banque mondiale, Anna Bjerde

le dimanche 22 septembre 2024, une rencontre prévue dans l'agenda du Président du CPT. Après cet entretien avec le patron des Nations-Unies, Leslie Voltaire a publié sur son compte X ce communiqué « J'ai eu l'honneur de conduire la Délégation haïtienne à New York pour la 79^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Lors d'une rencontre fructueuse avec le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, nous avons abordé des sujets cruciaux pour Haïti : la crise alimentaire, la sécurité, la situation politique, économique et sociale, l'organisation des élections et la lutte contre l'enrôlement des enfants soldats.

J'ai particulièrement insisté sur l'aggravation de l'insécurité et demandé un soutien aérien des Nations-Unies pour renforcer notre combat contre ce fléau. » Mais, malgré la présence à l'ONU d'un membre du CPT, le Premier ministre entendait continuer à se comporter comme étant le véritable chef de la Délégation haïtienne. Il s'était arrangé avec la ministre des Affaires Étrangères, Dominique Dupuy, pour avoir la quasi-totalité des rendez-vous et rencontres

le portefeuille global sera revu dans le cadre du nouveau programme pays. »

Après ces deux hautes personnalités politiques et institutionnelles, Garry Conille a pu discuter avec les dirigeants de l'Université de Columbia et surtout il a eu une rencontre avec le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, le lundi 23 septembre 2024. Tout comme le congressman Gregory Meeks, sans oublier la Secrétaire générale adjointe de l'ONU, Amina J. Mohammed et la Directrice de l'UNESCO, Audrey Azoulay. « Les discussions ont porté sur les collaborations passées mais également sur la vision que nous avons pour l'avenir. Nous avons deux points forts sur lesquels nous voulons travailler avec eux. Le premier concerne les enfants faisant partie des groupes armés. Nous avons l'impression qu'un fort pourcentage des membres des groupes armés sont des enfants et nous travaillons avec l'Unesco afin de faciliter la réintégration de ces enfants, âgés pour la plupart de onze et douze ans, et leur permettre de retrouver le chemin de l'école. Le deuxième point était celui de la protection des patrimoines, suite à la page(15)

As Cops Target Lower Delmas, Viv Ansanm Issues Collective Statement that Haitians are Free to Move around Haiti Again



An armored bulldozer known as "Satan" destroying houses in Lower Delmas on Nov. 24.

by Kim Ives

The Haitian National Police (PNH) this past week stepped up their attacks on Delmas 6, the stronghold of Jimmy "Barbecue" Cherizier, who is the leader and spokesman for the *Viv Ansanm* (Live Together) coalition of neighborhood armed groups.

In an hours-long battle on Thu., Nov. 21, PNH armored cars managed to kill two of Cherizier's soldiers and capture a Kalashnikov rifle. Breathless, hyperbolic press reports and social media posts reported that Cherizier had been killed and the neighborhoods he controls – Delmas 2, 4, and 6 – overrun.

However, a few hours later,

ed, had so alarmed some of the other *Viv Ansanm* leaders that they had called him by phone to ask him to please be prudent, fall back, and not risk his life.

Despite his own losses, Cherizier managed to capture three PNH rifles, which he proudly displayed in a video the next day.

However, the PNH offensive was not over. On Nov. 24, fourteen PNH armored cars and two armored bulldozers – which *Viv Ansanm* soldiers have nicknamed "Satan 1" and "Satan 2" – indeed penetrated into lower Delmas, destroying a car, an electrical pole, and damaging some buildings in Delmas 6.

The often-fact-creative Haiti Info Project of Kevin Pina, a Califor-

Such rumors, including one saying Cherizier had been killed, were echoed across social media.

In a TikTok live broadcast that same evening, Cherizier gave the true account of what had happened, showing his undamaged Toyota Prado SUV and intact three-story home for the over 5,000 viewers.

During the same live broadcast, he paused to receive a delivery of ammunition from some cops. They sold it to him, he said, and he paid half down then, and the other half of the payment would be paid the next day. He demurred from showing either the cops or the ammo to his audience. The sale shows how divided the police are in their loyalties.

The PNH returned in their tanks the next day, Nov. 25, but did not penetrate the neighborhood. At one point, over the objections of his security detail, Cherizier stood in the middle of an empty street to film a Whatsapp video message with the sound of heavy gunfire echoing around him. He said to his men and the Whatsapp audience "I am not afraid because they're just firing from their armored cars. They never set their feet on the ground. If you [PNH and Kenyans] want to fight, let's fight. If you want to lie, keep lying."

These attacks came just days after Cherizier held a press conference on Nov. 18, the 221st anniversary of the battle of Vertières in which Haitians won their independence from France.

He read a statement in which the *Viv Ansanm* called for the nine-member Transitional Presidential Council (TPC) to be replaced by a judge or judges from Haiti's Supreme Court, as Haiti's Constitution prescribes.

"The criminal, corrupt politicians" connived with U.S. Secretary of State Anthony Blinken set up and populate the TPC and thereby "continue to trample on the 1987 Constitution and hold in contempt the judicial power... *Viv Ansanm* says

clearly, this blow will not pass. The 1987 Constitution will stop being trampled on, the judicial power (Supreme Court) will stop being scorned. For the last 40 years, the thieves in the Palace, the thieves in the Prime Minister's house, and the former thieves in Parliament have destroyed Dessalines' country, and they want to blame it on *Viv Ansanm*... The judicial power does not suffer from legality or legitimacy problems. Therefore, in the name of 'the principle of legality and legitimacy,' *Viv Ansanm* declares, today Mon., Nov. 18, 2024, that the executive and legislative branches do not exist in Haiti. If they existed, they would listen to the people's voice... [and] would take the path of dialogue for peace... *Viv Ansanm* declares that it only recognizes the judicial power, only the Judiciary does not suffer from illegality and illegitimacy."

One week later, the *Viv Ansanm* issued another statement, this one announcing that all of the coalition's leaders promised to allow all Haitians, from Haiti and its diaspora, to move freely throughout the country without being stopped, asked to pay a toll, or bothered in any way.

"Good evening, my name is Krisla, I represent *Viv Ansanm*," the message begins. Krisla is the leader of the armed group in the Ti Bois neighborhood of Carrefour, also known as Fontamara. "We ask all Haitians and the diaspora to enter the country as you wish. Walk in any ghetto, as you wish. National Police, you can go

anywhere, as you wish. The country is for the Haitian people. We tell all Haitians that they are free in their nation. All the areas of Fontamara, pass through them whenever you want."

The same message was repeated, in different variations with a jaunty mobilization music underneath, by 14 other *Viv Ansanm* leaders: Ti Lapli (Grand Ravine), Chen Mechan (Croix des Missions), Lanmò Sanjou (Croix des Bouquets), Perse (Lower Belair), Luckson Elan (Savien, Artibonite), Micanord (Wharf Jérémie), Jeff Gwo Lwa (Canaan), Mathias (Boston/Cité Soleil), "Keni Boyi" (Anba Lavil), an unidentified leader, Iska (Beleku/Cité Soleil), Manno (Bisantrè), Jimmy Cherizier (Lower Delmas), and Izo (Village de Dieu).

Historically, over the turbulent past four decades since Jean-Claude Duvalier's fall in 1986, December is a month when there is a de facto political truce in Haiti. Demonstrations and even armed struggle tends to abate. Haitians from the diaspora come home for the holidays. Although the U.S. FAA has stopped flights from flying to Port-au-Prince, it is now possible to fly into Cap-Haïtien on several airlines. There are also land routes to Port-au-Prince from the Dominican Republic.

At press time, neither the TPC, the new Prime Minister Alix Fils-aimé, the PNH, the MSS, nor the U.S. Embassy have made any response to either of the *Viv Ansanm* declarations.



Jimmy Cherizier showing the three weapons he captured from the police in fighting on Nov. 21.

Cherizier, in both a TikTok live broadcast and a WhatsApp video statement (his two favorite modes of public communication these days), explained that the PNH tanks had "bothered" the perimeter of his neighborhoods, aggravating him to the point that he had taken up a weapon himself to start firing at the giant armored vehicles.

This impetuous act, he report-

nia-based activist and supporter of the PNH and U.S.-sponsored Multinational Security Support (MSS) mission of 430 mostly Kenyan mercenaries now in Haiti, falsely reported that the PNH "forced Jimmy 'BBQ' Cherizier to flee Baz [sic] Delmas, Kenyan troops followed with armored demolition vehicle and leveled entire block including the gang leader's home."



The bulldozer/tank "Satan" destroying houses in Lower Delmas on Nov. 24.

SOMMET DE L'APEC À LIMA !



Sommet annuel de l'APEC à Lima



Lors du sommet annuel de l'APEC à Lima, le camarade Xi Jinping a pratiquement été couronné roi du Pérou

La Chine jouera un rôle central dans le renforcement du forum de l'APEC en 2026 lorsqu'elle assumera le rôle d'hôte, comme elle l'a démontré lors de son leadership réussi en 2014, a estimé Carlos Vasquez, ambassadeur des hauts fonctionnaires pour la présidence de l'APEC en 2024.

Lorsque la Chine a accueilli pour la première fois le sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) en 2001, le pays se trouvait à la croisée des chemins, sur le point de rejoindre l'Organisation mondiale du commerce.

C'était un moment de transformation qui indiquait que la Chine était prête à entrer de plain-pied dans l'arène économique mondiale.

Lorsque la Chine a de nouveau accueilli l'APEC en 2014, la situation était bien différente. Le pays était devenu une puissance économique, son intégration plus poussée dans l'économie mondiale ayant alimenté une décennie de croissance époustouflante.

Aujourd'hui, la Chine s'apprête à jouer à nouveau le rôle d'hôte avec une mission importante : unir les pays de l'Asie-Pacifique pour défendre

une coopération économique et commerciale ouverte tout en rejetant les tactiques commerciales protectionnistes et conflictuelles.

La Chine accueillera les dirigeants de l'APEC en 2026, a déclaré samedi le président chinois Xi Jinping, lors de la 31e réunion des dirigeants économiques de l'APEC, tenue à Lima, capitale du Pérou.

«La Chine sera heureuse de travailler avec les différentes parties à approfondir la coopération au bénéfice des peuples de la région», a dit M. Xi.

L'expérience de la Chine, qui a déjà accueilli l'APEC à deux reprises, montre qu'elle peut favoriser le consensus, a estimé Carlos Vasquez, ambassadeur des hauts fonctionnaires pour la présidence de l'APEC en 2024.

«La Chine a joué un rôle très important avec d'autres économies très importantes (...) pour parvenir de nouveau à un consensus dès le début de l'année 2024 de l'APEC ici au Pérou», a dit M. Vasquez.

La Chine jouera un rôle central dans le renforcement du forum de l'APEC en 2026 lorsqu'elle assumera le rôle d'hôte, comme elle l'a démon-

tré lors de son leadership réussi en 2014, a-t-il ajouté.

Discours du président chinois Xi Jinping intitulé « Assumer la responsabilité envers notre époque et promouvoir ensemble le développement en Asie-Pacifique » lors de la 31e réunion des dirigeants économiques de l'APEC, au Centre des congrès de Lima, au Pérou, le 16 novembre 2024.

Dans son discours, M. Xi a exhorté les économies de l'APEC à rester solidaires, travailler en étroite collaboration pour relever les défis, se montrer à la hauteur de leurs responsabilités pour mettre pleinement en œuvre la Vision 2040 de Putrajaya, promouvoir la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'Asie-Pacifique et ouvrir une ère nouvelle dans le développement de la région.

La Vision 2040 de Putrajaya, adoptée par les dirigeants de l'APEC en 2020, envisage « une communauté Asie-Pacifique ouverte, dynamique, résiliente et pacifique d'ici 2040, pour la prospérité de l'ensemble des peuples et des générations futures de la région ».

Toutefois, cette vision d'une prospérité partagée et d'une stabilité durable est confrontée à des défis croissants.

Les tensions géopolitiques, associées à des perturbations économiques alimentées par l'unilatéralisme, le protectionnisme et les tentatives de «découplage» et de «réduction des risques», ont créé des pressions sans précédent sur la stabilité et la croissance de la région. « Il nous faut tenir le cap du multilatéralisme et de l'économie ouverte, défendre fermement le système commercial multilatéral centré sur l'Organisation mondiale du commerce, dynamiser pleinement le rôle de l'APEC en tant qu'incubateur des règles économiques et commerciales internationales, et promouvoir énergiquement l'intégration économique et l'interconnexion dans la région » a déclaré M. Xi.

Dans des entretiens accordés à Xinhua, des experts et des fonctionnaires de la région Asie-Pacifique ont

noté que la réussite remarquable de la Chine grâce à une ouverture de grande qualité lui avait permis de comprendre l'importance d'un système économique mondial ouvert et la nécessité cruciale de faire progresser la coopération multilatérale et mutuellement bénéfique.

En tant que pays majeur de l'Asie-Pacifique, la Chine « a toujours suivi une voie de développement qui s'aligne sur l'esprit d'ouverture, d'inclusion et de bénéfice mutuel de l'APEC », a déclaré Woo Su-keun, directeur de l'Institut d'études sur l'Asie de l'Est de la République de Corée. « Il est plus important pour les pays de faire preuve d'un leadership fort par des actions concrètes que par des mots », a déclaré M. Woo.

Pour Ong Chong Yi, directeur exécutif du groupe de réflexion malaisien Caucus de l'Initiative la Ceinture et la Route pour l'Asie-Pacifique, la Chine a ouvert son marché pour offrir des opportunités de développement aux pays de la région, stimulant ainsi une croissance économique inclusive au sein de l'Asie-Pacifique.

« Dans le même temps, la Chine soutient activement le développement des infrastructures dans les pays en développement, améliore ainsi la connectivité et l'inclusion économique et sociale dans la région. Ces efforts créent davantage d'opportunités pour un progrès et une prospérité partagés », a-t-il poursuivi.

Dans son discours de samedi, M. Xi a souligné la nécessité de faire de l'innovation verte un catalyseur pour l'Asie-Pacifique. « Nous devons redoubler d'efforts pour promouvoir de manière coordonnée la transition et le développement numériques et verts afin de forger de nouveaux moteurs et de nouveaux atouts pour le développement de l'Asie-Pacifique », a déclaré M. Xi, appelant à créer un écosystème ouvert, équitable, juste et non discriminatoire pour l'innovation.

La Chine est l'un des investisseurs les plus importants pour aider le monde à réaliser la transformation verte, a noté Nikorndej Balankura, porte-parole du ministère thaïlandais des Affaires étrangères.

La Chine aide également les pays du Sud global et de nombreux autres pays à développer des économies vertes durables, a-t-il ajouté.



Le président chinois Xi Jinping ainsi que d'autres dirigeants et représentants des économies de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) posent pour une photo à Lima, au Pérou, le 16 novembre 2024. (Xinhua/Huang Jingwen)

Xinhua/Huang Jingwen 27 Novembre 2024

A tradition of togetherness.

The power of Sunday Dinner goes beyond the food that nourishes the soul. It creates another opportunity to strengthen family bonds and connect with your roots.

Watch a story that shows just how meaningful this one meal can be.
publix.com/SundayDinner



Joe Biden, comme Netanyahu, doit être poursuivi pour complicité de génocide



Dessin de Latuff

Par James Bamford

La CPI a demandé un mandat d'arrêt contre Benjamin Netanyahu. Mais l'assaut d'Israël sur Gaza a été rendu possible par le soutien des États-Unis.

Après avoir franchi les portes en aluminium de 20 pieds de haut du bâtiment Robert F. Kennedy du ministère de la Justice et emprunté un long couloir en pierre calcaire aux accents art déco, la salle B-206 a longtemps servi d'épicentre à la guerre judiciaire menée par l'administration Biden contre l'ancien président Donald Trump. Derrière la lourde porte en bois se trouve le bureau de l'avocat spécial Jack Smith, une redoute hautement sécurisée où les avocats ont passé des années à monter des dossiers criminels contre Trump pour avoir prétendument tenté de renverser le résultat de l'élection de 2020, ainsi que pour sa prétendue mauvaise manipulation de documents classifiés après avoir quitté la Maison Blanche.

Mais aujourd'hui, au lieu d'aller au procès, les procureurs s'empressent de vider les classeurs et de mettre leur contenu dans des boîtes de rangement en carton. À la suite de l'élection de M. Trump, les poursuites sont officiellement interrompues par la politique du ministère de la Justice qui interdit d'engager des poursuites pénales à l'encontre d'un président en exercice. Mais alors que le président élu Trump ne subira probablement jamais les conséquences de ses actes criminels présumés, le président Biden pourrait un jour être jugé pour les siens, quoique dans une salle d'audience bien différente, à La Haye.

À 3 800 km à l'est de Washington se trouve la Cour pénale internationale (CPI), un complexe de six tours modernes situé aux Pays-Bas, non loin du Palais de la Paix et d'Europol à La Haye. Dans le plus grand bâtiment, la Tour de la Cour, se trouvent trois salles d'audience qui remplissent le mandat de l'institution : poursuivre les auteurs de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, et rendre ainsi justice aux victimes.

Selon l'article 1 de la Convention sur le génocide, les parties contractantes, dont les États-Unis et Israël, doivent prévenir et punir les actes de

génocide. En vertu de l'article III, ces actes punissables comprennent la « complicité dans le génocide », par exemple en fournissant sciemment les armes mortelles utilisées pour le perpétrer. En 2007, la Cour internationale de justice (CIJ), dans une affaire impliquant la Bosnie et la Serbie, a établi que l'obligation de s'abstenir de fournir des armes ou d'autres formes d'assistance commence au moment où un État prend connaissance de l'existence d'un risque sérieux qu'un génocide soit commis.

Pour l'administration Biden, ce moment est arrivé en janvier, lorsque la Cour Internationale de Justice (CIJ) a estimé qu'il existait un risque « plausible » qu'un génocide soit commis à Gaza contre le peuple palestinien par Israël.

Peu après, en février, la Cour d'appel néerlandaise a interrompu le transfert de pièces de munitions de F-35 à Israël en raison du risque sérieux de violations du droit humanitaire international. En mai, le procureur général de la CPI, M. Karim Khan, a demandé l'émission de mandats d'arrêt à l'encontre du Premier ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, et d'autres personnes. Parmi les chefs d'accusation retenus contre M. Netanyahu concernant Gaza figurent les crimes contre l'humanité, notamment l'extermination, le meurtre, la privation de nourriture de civils en tant que méthode de guerre, les attaques intentionnelles contre une population civile et « d'autres actes inhumains ». Il s'agissait du premier mandat d'arrêt potentiel de la CPI délivré à l'encontre du dirigeant d'une démocratie de type occidental.

Néanmoins, des pays européens, dont la France et l'Allemagne, ont publié des déclarations affirmant leur soutien à la légitimité de la CPI.

Malgré l'indication claire que des armes américaines étaient utilisées pour mener à bien un prétendu génocide israélien, les bombes ont continué à pleuvoir et les massacres en masse n'ont jamais cessé. Selon un rapport publié la semaine dernière par le Bureau des droits de l'homme des Nations unies, près de 70 % des victimes à Gaza sont des enfants et des femmes, ce qui « témoigne d'une violation systématique des principes fondamentaux du droit humanitaire international ».

Nizam Mamode, un chirurgien retraité du Service national de santé britannique qui est récemment revenu d'un hôpital à Gaza, a témoigné la semaine dernière devant des membres du Parlement qu'il avait traité des enfants « jour après jour après jour » qui avaient été délibérément ciblés par des drones israéliens à la suite d'attaques à la bombe.

En juillet, une analyse publiée par la revue médicale The Lancet a estimé que le nombre réel de morts palestiniens à Gaza, y compris ceux qui se décomposent sous les décombres des hôpitaux et des écoles bombardés et des camps de réfugiés densément peuplés, est probablement supérieur à 186 000. Selon Devi Sridhar, titulaire de la chaire de santé publique mondiale à l'université d'Édimbourg, si les décès se poursuivent au même rythme, on estime qu'ils atteindront 335 500 d'ici à la fin de l'année.

Malgré ces sombres statistiques, l'administration Biden a décidé le mois dernier de faire de la politique avec la vie des survivants désespérés et affamés de Gaza, dont la plupart ont été contraints de fuir à la suite de multiples ordres d'évacuation israéliens.

Pour aider la campagne de M. Harris auprès des électeurs pro-palestiniens, M. Biden a fait semblant de durcir le ton et a publié une lettre très médiatisée donnant à M. Netanyahu un délai de 30 jours pour augmenter le flux de nourriture et d'autres formes d'aide à Gaza, sous peine d'une réduction potentielle de l'aide militaire. Mais il s'agissait simplement d'une escroquerie, puisque le délai tombait après la fin des élections. Lorsque le délai a expiré la semaine dernière, M. Biden n'avait plus besoin de prétendre que les États-Unis allaient agir. Au lieu de cela, son administration a continué à tromper le public américain en affirmant faussement qu'elle n'avait trouvé aucune preuve qu'Israël entravait les livraisons de nourriture et d'autres

mois. Les responsables du Comité permanent inter-agences estiment désormais que l'ensemble de la population palestinienne du nord de Gaza court un risque imminent de mourir de maladie, de famine et de violence ». Selon un éditorial du journal israélien Haaretz, « Israël est en train de déclencher une apocalypse dans le nord de Gaza ».

D'autres preuves de la dissimulation délibérée du génocide en cours par l'administration Biden sont apparues quelques jours après l'annonce de l'administration, lorsqu'un comité spécial de l'ONU a publié un rapport indiquant que « les politiques et les pratiques d'Israël au cours de la période considérée [l'année dernière] sont conformes aux caractéristiques du génocide » et que « des civils ont été tués sans discrimination et de manière disproportionnée en masse à Gaza ».

Le rapport poursuit en disant qu'il y a également de sérieuses inquiétudes sur le fait qu'Israël « utilise la famine comme arme de guerre » – un fait clairement établi par les nombreux rapports sur les convois d'aide humanitaire pillés juste à côté des troupes israéliennes, qui restent là sans rien faire pour les arrêter. La décision d'Israël de cesser de coopérer avec l'UNRWA, l'agence de secours essentielle qui fournit des services sociaux aux Palestiniens, est un autre crime de guerre manifeste. « Depuis le début de la guerre », conclut le rapport, « les responsables israéliens ont publiquement soutenu des politiques qui privent les Palestiniens des produits de première nécessité nécessaires à leur survie – nourriture, eau et carburant ». C'est la définition même du génocide.

La semaine dernière également, Human Rights Watch a publié un rapport accusant Israël d'utiliser ses fréquents ordres d'évacuation pour provoquer le « déplacement forcé délibéré et massif » de civils palestiniens à Gaza, des actions qui semblent

américain pour cacher sa propre culpabilité criminelle dans les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide. Il n'y a pas de prescription lorsqu'il s'agit de soutenir un génocide, et le fait qu'une personne soit en fonction ou non ne fait pas de différence.

Ce qui compte, ce sont les preuves du crime, et elles sont plus que suffisantes pour que le procureur général de la CPI émette une demande de mandat d'arrêt à l'encontre de M. Biden, tout comme il l'a fait pour M. Netanyahu. Après tout, ce sont les États-Unis qui fabriquent les bombes, les paient, les expédient à Israël, fournissent des renseignements sur les cibles à Gaza et les avions qui les transportent. Tout ce qu'Israël fait, c'est de les larguer, avec l'approbation des États-Unis, sur des dizaines de milliers de civils innocents.

En juin, l'administration Biden avait envoyé à Israël au moins 14 000 bombes MK-84 de 2 000 livres, fabriquées en Oklahoma et larguées sur des hôpitaux, des immeubles d'habitation et des camps de réfugiés surpeuplés. En outre, elle a envoyé 6 500 bombes de 500 livres, 3 000 missiles air-sol de précision Hellfire, 1 000 bombes de destruction de bunkers, 2 600 bombes de petit diamètre larguées par avion et d'autres munitions. À cela s'ajoute l'approbation d'avions d'attaque au sol supplémentaires qui s'ajoutent aux F-15, F-16 et F-35 et aux hélicoptères Apache fabriqués par les Américains. En janvier, à la suite d'une visite à Washington d'Eyal Zamir, directeur général du ministère israélien de la défense, des sources de défense ont déclaré au Times of Israel qu'Israël prévoyait d'acquérir un nouvel escadron de 25 avions de combat furtifs F35i, un escadron de 25 avions de combat F-151A et un nouvel escadron de 12 hélicoptères Apache.

Au final, ce sont les contribuables américains qui financent le génocide. Selon Bruce Fein, expert en droit international, « les États-Unis sont clairement devenus un co-belligérant avec Israël dans sa guerre contre les Palestiniens du Hamas et de Gaza en fournissant systématiquement à Tsahal des armes et des renseignements sans conditions ».

Si la CPI demandait un mandat d'arrêt contre Biden avant qu'il ne quitte ses fonctions ou peu après, cela servirait également d'avertissement à son successeur, le président élu Donald Trump, qui semble avoir encore moins d'égards pour les Palestiniens. Et son retour à la Maison Blanche permettra à Netanyahu non seulement d'accélérer le génocide, mais aussi d'atteindre son objectif ultime : l'annexion de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, des actions illégales au regard du droit international. « Netanyahu a fait du surplace jusqu'à l'élection de Trump, et cela a payé. Maintenant, plus rien ne lui résiste », a déclaré Nour Odeh, politologue palestinienne, au journal Le Monde. Et d'ajouter : « Il peut mener sa guerre comme il l'entend, d'autant qu'il vient de limoger son ministre de la défense, Yoav Gallant, qui s'était opposé à lui. Quant à Trump, il ne s'intéresse pas à l'Autorité palestinienne, dont l'état ne cesse de se dégrader, ni à un dialogue avec Mahmoud Abbas, car ils se sont déjà brouillés. Il va faire tout ce que veut Israël. Et le droit international ne le retiendra pas plus que le droit américain. »

Le ministre des finances d'extrême droite, Bezalel Smotrich, fait partie de ceux qui se réjouissent du triomphe de M. Trump. « La victoire de M. Trump offre une opportunité

suite à la page (16)



Joe Biden et Benjamin Netanyahu complices dans le génocide des palestiniens de Gaza. Photo Susan Walsh

formes d'aide à Gaza.

L'annonce a été accueillie avec incrédulité et colère par les organisations humanitaires, notamment Save the Children, Oxfam, Refugees International et Mercy Corps. « Les actions d'Israël n'ont répondu à aucun des critères spécifiques énoncés dans la lettre des États-Unis », indique une déclaration commune. « Non seulement Israël n'a pas respecté les critères américains qui indiqueraient un soutien à la réponse humanitaire, mais il a également pris des mesures qui ont considérablement aggravé la situation sur le terrain, en particulier dans le nord de la bande de Gaza. Cette situation est encore plus désastreuse aujourd'hui qu'il y a un

« répondre à la définition du nettoyage ethnique » ainsi qu'à celle des crimes contre l'humanité. Le rapport, intitulé « Désespérés, affamés et assiégés : Israel's Forced Displacement of Palestinians in Gaza », poursuit en indiquant que le groupe a recueilli des preuves évidentes du « crime de guerre que constitue le transfert forcé [de la population civile] ». Ils décrivent ces actions comme « une grave violation des conventions de Genève et un crime en vertu du statut de Rome de la Cour pénale internationale ».

Ces mêmes preuves de génocide, de famine, de nettoyage ethnique et de déplacement forcé étaient clairement à la disposition de l'administration Biden, qui a pourtant menti au public

Le Royaume-Uni et ses crimes contre l'humanité à travers l'histoire



Le représentant de la Fédération de Russie au Conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadeur Vassili Alexievitch Nebenzia

Par Oleg Nesterenko

Plus personne n'ignore le rôle macabre que le Royaume-Uni joue dans les événements tragiques qui ont lieu en Ukraine.

Fin novembre 2023, David Arakhamia, qui n'est personne d'autre que le chef de la fraction parlementaire du parti de V. Zelensky « Serviteur du Peuple », a évoqué dans une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne « 1+1 » les circonstances des négociations entre la Russie et l'Ukraine qui ont eu lieu à Istanbul en mars-mai 2022 et dont il était à la tête de la délégation ukrainienne.

Arakhamia se souvient de la position des Russes à l'époque : « *Ils ont espéré presque jusqu'au dernier moment que nous allions accepter la neutralité. Cela était leur objectif principal. Ils étaient prêts à terminer la guerre si nous prenions la neutralité - comme la Finlande autrefois - et si nous prenions des obligations de ne pas entrer dans l'OTAN.* »

En parlant des raisons de l'annulation de l'accord il n'en a évoqué qu'une seule sérieuse - la visite du premier ministre britannique Boris Johnson à Kiev, le 15 novembre 2022 : « *...Boris Johnson est venu à Kiev et a dit que « nous ne signerons rien du tout avec eux. Nous allons, tout simplement, faire la guerre.* »

Il est à noter que le parlementaire



n'a pas prononcé un seul mot concernant Boutcha. Et, rappelons-nous, l'unique version officielle de Kiev et du camp « atlantiste » de l'époque de la raison de l'arrêt des pourparlers avec les Russes et de l'annulation de l'accord d'Istanbul était le prétendu « *massacre de la population civile perpétré par des troupes russes à Boutcha.* »

Ce bras droit de Zelensky termine son interview avec la grande fierté d'avoir dupé la délégation russe : « *Nous avons accompli notre mission de faire trainer les choses avec la note 8 sur*

10. Ils se sont [les russes] décontractés, sont partis - et nous avons pris la direction de la solution militaire. »

Cette révélation a fait découvrir au grand public ukrainien stupéfait la réalité de la guerre qui aurait pu aisément être arrêtée à ses débuts et que ce n'est qu'à l'initiative directe de l'Occident collectif via son émissaire Boris Johnson qu'elle a été relancée d'une manière forcée et a eu comme conséquences des centaines de milliers de morts ukrainiens et encore davantage de blessés graves et de mutilés, ainsi que la destruction quasi totale de l'économie et des infrastructures du pays ce qui prendra des décennies pour se remettre et revenir au niveau d'avant-guerre qui était déjà tout à fait déplorable.

Allocution du représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU

Ayant actuellement la présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU, le Royaume-Uni a organisé, le 18 novembre 2024, une réunion sur l'Ukraine dédiée à 1000 jours depuis « l'agression de l'Ukraine par la Russie ».

Il y a beaucoup à dire sur les donneurs de leçon sur « la paix, la démocratie et les droits de l'homme » produite par les représentants de l'île britannique. Cela étant, dans ces pages je ne me limiterai qu'à l'exposition de la traduction intégrale de l'allocution de monsieur Vassily Nebenzia, représentant permanent de la Fédération de Russie à la réunion du conseil de sécurité de

ukrainienne est entrée dans une phase chaude. Nous avons, une fois de plus, eu une excellente occasion de nous assurer que, pour vous et vos collègues, il ne s'agit que d'un prétexte médiatique accrocheur pour diffamer la Russie, en y accrochant ces étiquettes éculées qui, comme on pouvait s'y attendre, abondaient dans les discours des membres occidentaux du Conseil. Et dans votre pays - la Grande-Bretagne - la russo-phobie a longtemps été élevée au rang de politique d'État, bien avant février 2022.

Permettez-moi de vous rappeler qu'en préparant la réunion d'aujourd'hui, vous avez manqué une autre opportunité médiatique, bien plus importante dans le contexte de la crise ukrainienne que la date que vous avez choisie. Vendredi dernier, le 15 novembre, cela faisait exactement 950 jours depuis la visite de l'ancien chef du gouvernement britannique Boris Johnson à Kiev, lorsque, comme nous le savons tous avec certitude, il avait dissuadé le chef du régime de Kiev de signer un accord de paix avec la Russie, paraphée à Istanbul, qui mettrait un terme aux hostilités. Nous en étions alors très proches. En signe de bonne volonté, la Russie a même retiré ses troupes du nord de l'Ukraine, notamment à proximité immédiate de Kiev.

En d'autres termes, 50 jours après le début de notre opération militaire spéciale, alors que les pertes dans les rangs des forces armées ukrainiennes n'étaient pas si importantes, les opérations militaires avaient toutes les chances de prendre fin, sans l'intervention du Premier ministre britannique, qui a convaincu Zelensky qu'il devait continuer à se battre et qu'avec l'aide et le soutien des pays occidentaux, il pourrait bien infliger à la Russie une défaite stratégique, ce qui intéressait précisément le Premier ministre britannique et ses complices occidentaux. Et pour expliquer d'une manière ou d'une autre un tel tournant de l'opinion publique ukrainienne et mondiale, avec la participation directe des services de renseignement britanniques et des médias, une provocation absolument maladroite a été concoctée à Bucha, où, après le retrait de l'armée russe, des cadavres de personnes ont été amenés et étalés dans les rues, dont personne n'a pris la peine d'expliquer l'origine et la véritable cause du décès, malgré nos requêtes répétées.

De manière générale, il s'avère que la Grande-Bretagne a poussé le régime de Kiev vers une défaite inévitable, provoquant son choix en faveur de la poursuite de la confrontation avec la Russie. Je pense qu'en Ukraine, ils n'oublieront pas longtemps que c'est grâce aux actions de votre pays que cet État se trouve aujourd'hui dans une situation économique terrible, a perdu la majeure partie de son armée et de son équipement militaire, et a également perdu au moins quatre régions, en plus de celle qui a été libérée en 2014 de la Crimée ukrainienne.

Les Ukrainiens ont depuis longtemps cessé de vouloir se battre, l'armée ukrainienne a oublié depuis deux ans ce que sont les volontaires et le régime de Kiev, ayant empêché les hommes de quitter le pays, attrape aujourd'hui dans les rues les réfractaires, y compris en utilisant des armes à feu, et les envoie de force vers le hachoir à viande inutile et pratiquement sans préparation. Le front oriental des forces armées ukrainiennes dans le Donbass s'effondre sous nos yeux - Vous êtes bien conscient du rythme d'avancée de notre armée, et le régime de Zelensky, essayant de maintenir le soutien de l'Occident, a fait une incursion absolument insensée dans la région de Koursk et a tenté de s'em-

parer et d'exploser la centrale nucléaire de Koursk, ce qui a coûté aux forces armées plusieurs dizaines de milliers de soldats bien entraînés. Cette aventure a été une erreur fatale et n'a fait qu'accélérer l'inévitable future défaite de l'Ukraine sur le champ de bataille, qu'aucune nouvelle arme occidentale ne pourra l'aider à éviter.

Les initiateurs de la réunion d'aujourd'hui devraient, par souci de transparence, partager avec nous les fabuleux bénéfices financiers que la Grande-Bretagne a reçus pendant près de trois ans de soutien militaire à l'Ukraine, comment vos sociétés d'armement se sont enrichies grâce au sang et aux tragédies des Ukrainiens ordinaires, et comment votre ministère de la Défense a réussi à se débarrasser de vieux équipements militaires en le vendant à des prix faramineux à l'Ukraine en guerre, au lieu de dépenser des sommes considérables pour les recycler. Il serait également intéressant de parler de la corruption qui accompagne ces processus, dont on ne peut que deviner l'ampleur. Ainsi, comme l'écrivent les médias ukrainiens eux-mêmes, après la victoire de Donald Trump aux élections américaines, la panique s'est installée au sein de l'élite ukrainienne, non seulement parce que les États-

unis pourraient reconsidérer leur aide à l'Ukraine, mais parce que les nouvelles autorités pourraient vouloir gérer tout cet argent qui était envoyé en Ukraine et procéder à un audit comptable complet de l'aide déjà fournie. Ce scénario, comme le notent unanimement les experts ukrainiens, est bien le plus terrible pour Zelensky, car une partie importante de l'aide est simplement volée et appropriée par le président ukrainien périmé et son entourage.

Si l'on considère que le volume de l'aide militaire de la Grande-Bretagne à la junte de Kiev depuis février 2022 s'élève à lui seul à 9,7 milliards de dollars américains, votre pays apporte sans aucun doute également sa contribution à la croissance de la corruption en Ukraine. Certes, il est peu probable que nous attendions des enquêtes pertinentes de la part des autorités britanniques, car dans de tels cas, comme nous le savons, le plus important pour les enquêteurs c'est de ne pas trouver des coupables chez eux.

Monsieur le Président, en fait, pour ceux qui connaissent l'histoire du Royaume-Uni, ses nombreuses années d'intervention en Ukraine, qui ont abouti aux actions mentionnées ci-dessus, ne constituent nullement une révélation. Après tout, le Royaume-Uni se moque profondément de ses voisins, provoquant la discorde entre les États et les peuples, puis soutenant certains d'entre eux contre d'autres, avec enthousiasme et le savoir-faire acquis dans ce domaine depuis des siècles - toutes vos anciennes colonies peuvent

en parler avec des couleurs vives. Soit dit en passant, sur les 193 membres actuels de l'ONU, seuls 22 États peuvent se vanter que leur territoire n'a jamais été envahi ni combattu par la Grande-Bretagne. Notre pays ne fait pas exception à la règle : la dernière invasion de ce type a été l'intervention britannique après les événements révolutionnaires de 1917, lorsque divers prédateurs et vautours ont tenté de mettre la Russie en pièces.

Mais nous avons survécu, nous en sommes sortis, sommes devenus plus forts et sommes désormais contraints de lutter contre une nouvelle intervention par procuration des membres de l'OTAN luttant contre la Russie en Ukraine, y compris la Grande-Bretagne. C'est ainsi que l'on peut percevoir non seulement l'injection continue d'armes dans le régime de Kiev et son alimentation en données de renseignement, mais aussi la présence d'instructeurs et de mercenaires britanniques, dont des centaines ont déjà été éliminés, ainsi que les tentatives de spécialistes britanniques de créer la production de drones, de missiles et de bateaux sans pilote en Ukraine.

Nous comprenons qu'au XXI^e siècle, il est difficile de laisser l'Ukraine et la Russie tranquille, car les gènes des



colonialistes qui, pendant des siècles, ont semé le chaos en Asie, en Afrique et en Europe, font des ravages. Nous savons tous que l'Empire britannique a réprimé brutalement et cyniquement la résistance de ses colonies pendant 250 ans, recourant à l'assimilation forcée et à la discrimination raciale, oubliant les valeurs humaines simples et les droits des peuples sous sa domination. Ce sont les populations civiles des pays colonisés qui ont payé de leur vie et de leur liberté les ambitions impériales de la métropole.

Il suffit de rappeler le nettoyage ethnique en Irlande, alors que sur une population de plus de 1,5 millions d'habitants, il n'en restait plus que 850.000 après la conquête britannique. Et pendant la Seconde Guerre des Boers, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, ce sont les Britanniques qui furent les premiers à inventer les camps de concentration et à y rassembler la population civile pour qu'elle n'aide pas l'armée des Boers. On ne sait pas combien de personnes sont mortes à cette époque, car les Britanniques ne considéraient pas la population indigène d'Afrique comme un peuple et, en principe, n'avaient pas documenté les pertes parmi les Africains. Bien que l'on sache qu'au Kenya, après le soulèvement de Mao-Mao, les Britanniques ont mené des répressions massives, assassinant environ 300.000 représentants de cette nation et chassant encore un million et demi de personnes dans des camps et en les transformant en esclaves.

suite à la page (16)

Large et nette victoire de Pastef aux législatives 2024 : un pas en avant pour la rupture systémique anti-impérialiste !



Avec 2 millions de voix : Pastef rafle 130 députés sur les 165 sièges

Par Diagne Fodé Roland

Comme attendu, le peuple a confirmé son vote de la présidentielle en confiant nettement la majorité législative aux listes départementales du raw gaddu du scrutin majoritaire et à la liste nationale au scrutin proportionnel à notre parti Pastef [Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité].

L'opposition ainsi assommée a été aussi départagée par ce vote de près de 50 % des inscrits. La sanction des régimes anti-nationaux du PS/PDS/APR-BBY est sans bavure et ne souffre d'aucune contestation possible.

Le peuple par ce vote clair a accompli son devoir citoyen souverain en éliminant toute possibilité de nuisance déstabilisatrice parlementaire du nouveau pouvoir souverainiste. Pouvoir exécutif et pouvoir législatif libérés de la mainmise des néocoloniaux libéraux, nous patriotes avons maintenant le pouvoir d'exécuter le programme pour le peuple.

La campagne émaillée des provocations violentes d'une certaine opposition cherchant à échapper à la nécessité de rendre compte de sa gestion gabegique et corrompue, de ses malversations vénales et donc à la justice s'est finalement soldée par l'exercice souverain du pouvoir du peuple qui donne à notre parti Pastef la majorité dont il a besoin pour mettre en œuvre son engagement de rupture systémique.

La tâche urgente de voter le budget 2025 une fois réalisée avant le 31 décembre 2024, va se poser la question de l'abrogation législative de l'amnistie votée par la 14ème législature comme échappatoire pour les tueurs de nos martyrs et les voleurs de l'argent public de la dictature hors la loi de l'APR/BBY. La haute cour de justice pourra être mise en place pour que justice soit rendue aux martyrs et que soit mis fin à l'impunité des pilliers de l'argent du contribuable.

Les réparations pour les victimes des passifs sociaux et judiciaires pourront être envisagées en faisant cracher la voyoucratie pécuniaire des gouvernants et gestionnaires pour lesquels l'ex-président dans une insolence que confère l'impunité avait déclaré mettre « le coude » sur les rapports des corps de contrôle de l'Etat que sont l'IGE, l'OFNAC, la Cour des Comptes, etc.

La punition judiciaire dans le respect de la loi de la mal-gouvernance attendue par le peuple va permettre à l'Etat de récupérer tout ou partie

de l'argent public volé pour régler tout ou partie des passifs sociaux, mettre fin à l'impunité des jouisseurs du néocolonialisme et dissuader les éventuels candidats à de telles forfaitures.

Devront suivre le déroulé des politiques tendant à obtenir la souveraineté économique, monétaire, financière, budgétaire, diplomatique, militaire. Cette souveraineté nationale peut être déclinée en séquences à court, moyen et long terme.

C'est ce que préfigure le référentiel « horizon 2050 » et la « stratégie nationale de développement 2025-2029 » qu'il faudrait soumettre à l'appréciation démocratique du Parti Pastef dans le cadre du 1er congrès non seulement pour que les militants se l'approprient mais aussi contribuent à l'améliorer de façon critique.

La souveraineté nationale n'est pas en soi un but, cependant elle est le moyen nécessaire et indispensable pour aller vers la sortie du sous-développement néocolonial et envisager ainsi le développement. Il faut donc impulser la démocratie populaire participative dans le parti Pastef de la base au sommet et dans le peuple.

A l'instar du Niger où c'est la mobilisation du peuple, surtout après le massacre de Terra, qui a permis de chasser les bases militaires française et étatsunienne, le soutien du peuple aux actions souverainistes sera nécessaire et indispensable contre les inévitables obstacles que l'impérialisme ne cessera de dresser pour empêcher la réalisation de la souveraineté nationale, économique, monétaire, diplomatique, culturelle, militaire de notre cher pays et notre marche vers l'union des peuples et États souverainistes d'Afrique.

Notre peuple s'est acquitté de son devoir citoyen, à nous, notre parti Pastef et notre Gouvernement de s'acquitter du lancement maintenant de la tâche de rupture et de la transformation systémique ainsi que la marche vers l'unité panafricaine des États souverains d'Afrique.

21 novembre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; Admet le divorce du sieur SONY MYRTHIL d'avec son épouse ELSIE MONDESTINE, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi trois Mars deux mille vingt-deux, en présence de Me. ALBERT DARELUS, Substitut Commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège. Il est ordonné...etc... En foi de quoi...etc...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Pierre Rigaud CYRIN d'avec son épouse née Jeana NOGAISTE pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêt envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement, compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile ordinaire en date du vingt et un Juin deux mille vingt-trois, en présence de Me. Albert DARELUS Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance Me. Mozart TASSY, Greffier du siège. Il est ordonné...etc... En foi de quoi...etc...

Unrwa : les Palestiniens sont sans abri, démunis de nourriture suffisante et d'eau potable



Les habitants de Gaza sont sans abri, ils n'ont pas assez de nourriture et n'ont pas accès à l'eau potable »

Par Mohammed Hamood Ali Al Ragawi |

« Le prix d'un sac de farine a dépassé les 200 dollars », contre 16 dollars avant la guerre, selon Louise Wateridge, porte-parole de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (Unrwa) a déclaré que les Palestiniens de Gaza « n'ont pas assez de nourriture ni d'eau potable », à la lumière du génocide israélien qui dure depuis plus d'un an et d'une politique de famine préméditée contre la Bande de Gaza.

C'est ce qui ressort d'une publication, lundi, sur le compte de l'agence sur la plateforme « X », au nom de sa porte-parole officielle à Gaza, Louise Wateridge. « Les habitants de Gaza sont sans abri, ils n'ont pas assez de nourriture et n'ont pas accès à l'eau potable », a déclaré Wateridge.

« La situation dans la Bande de Gaza est pire que jamais. Les gens se battent pour obtenir des morceaux de pain, tandis que le prix d'un sac de farine a dépassé les 200 dollars », contre 16 dollars avant la guerre, a-t-elle ajouté.

La porte-parole de l'agence a confirmé

que « les bombardements et les raids (israéliens) ne s'arrêtent jamais. Chaque jour qui passe, voire chaque heure, les souffrances des gens, ici, s'aggravent ». Ces déclarations interviennent alors que le génocide israélien dans la Bande de Gaza se poursuit pour le 416ème jour, faisant, jusqu'à dimanche, « 44 211 martyrs et 104 567 blessés », pour la plupart des enfants et des femmes, et plus de 10 000 dis-

parus, dans un contexte de destructions massives et d'une famine meurtrière emportant des dizaines d'enfants et de personnes âgées dans l'une des pires catastrophes humanitaires au monde.

Les Palestiniens de Gaza souffrent d'une politique de famine, l'armée israélienne faisant obstruction à l'arrivée de l'aide humanitaire dans la Bande, un constat confirmé par de nombreuses institutions onusiennes et internationales.

La communauté internationale appelle, pourtant, Israël à faciliter l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza pour prévenir la famine, en vain.

La famine s'est propagée dans la plupart des régions de la Bande de Gaza à la suite du siège israélien, en particulier dans le nord, suite à l'extermination et à la famine continues, tandis que toutes les régions de la Bande de Gaza connaissent une catastrophe humanitaire sans précédent, coïncidant avec l'arrivée de l'hiver pour la deuxième année consécutive, avec environ deux millions de Palestiniens déplacés, dont la plupart s'abritent dans des tentes.

Agence Anadolu
25 Novembre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux Pierre André Moisset à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce de Jemina Jean d'avec son époux Pierre André Moisset pour injures graves et publiques; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Cavallion de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Emmanuel ZEPHIR, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du seize Mars deux mille vingt-deux en présence de Me Vanna MANE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Me Jean Claude NOVEMBRE Il est ordonné...etc... En foi de quoi...etc...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Maxime ZEPHIR d'avec son épouse née Kéna LOUIS pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Port-au-Prince Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier Jean Joseph Donald CADET pour la signification de ce jugement; Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par nous, Jean Osner PETIT PAPA, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Mercredi quinze Décembre deux mille vingt et un, en présence de Me Paul WESLEY, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvans THELEMAQUE, Greffier du siège Il est ordonné...etc... En foi de quoi...etc...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Marie Josiane DACEUS d'avec son époux Wilfrid MINDOR, pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge à l'audience Civile, Ordinaire et publique en date du dix novembre deux mille vingt-deux, en présence de Me. Albert ARRUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier M Me Mozart TASSY Il est ordonné ... ETC... En foi de quoi...ETC... Me. Jean Luma CHARLES, Officier d'état Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Simlinska Bethsaida SINAL d'avec son époux Sadrac SIMEON, pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

AINSI JUGE et prononcé par, Me. Nelson CILIUS, Juge à l'audience civile, ordinaire et publique en date du treize février deux mille vingt-quatre, en présence de Me. Albert DARELUS Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Me. Mozart TASSY Il est ordonné... ETC... En foi de quoi...ETC... Me. Jeah Luma CHARLES Officier d'état Civil

La Russie se prépare à répondre à l'Armageddon que souhaite l'administration Biden



Le président russe, Vladimir Poutine, s'adressant, le 21 novembre, à la Nation

Par Thierry Meyssan

La Russie a déployé des milliers de soldats nord-coréens pour défendre sa région de Koursk, attaquée en août par les nationalistes intégraux ukrainiens.

Washington considère ce fait comme un développement de la guerre qu'il conduit depuis 1950, malgré un cessez-le-feu, contre les communistes coréens et chinois, plus encore que comme un développement de celle qu'il conduit par Ukrainiens interposés contre la Russie depuis 2022. Il a donc répondu, le 19 novembre, en guidant contre la Russie six missiles ATACMS (Army Tactical Missile System) qu'il avait donné à Kiev [1]. Ils étaient dirigés non seulement contre l'oblast de Koursk, mais aussi contre celui de Briansk où ils ne sont pas parvenus à toucher un dépôt de munitions. Londres a, de son côté, décidé le 21 novembre de guider identiquement les missiles Storm Shadow qu'il a donné à Kiev. La totalité des

missiles alliés a été détruite en vol par la défense anti-aérienne russe.

Au contraire, Moscou considère l'attaque de Koursk comme la continuation de la guerre secrète de la CIA en Ukraine et comme celle organisée dans les années 50 contre l'URSS, toutes deux avec l'appui des nationalistes intégraux ukrainiens de Stepan Bandera.

Les Occidentaux ne comprennent pas ces événements car ils ont oublié le soutien de Beijing à Pyongyang, pensent —à tort— que Koursk et Briansk sont en Ukraine et ignorent la guerre secrète durant laquelle les Anglo-Saxons s'allièrent aux derniers nazis (ce qui a comme conséquence qu'ils n'ont pas compris non plus l'objectif de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine).

Les missiles ATACMS peuvent être tirés depuis des lanceurs mobiles HIMARS. Les derniers modèles ont une portée de 300 kilomètres et volent à une altitude de 50 000 mètres. Les dernières versions des missiles Storm Shadow, quant à eux, ont une portée d'environ

400 kilomètres. Aucun ne peut donc atteindre la Russie en profondeur.

La Russie dispose d'une large gamme de réponses aux attaques alliées

Elle peut, en représailles, soutenir des adversaires des Anglo-Saxons sur un autre théâtre de combat. C'est ce qu'elle avait fait, lors du bombardement d'un de ses gazoducs par Kiev, auquel elle avait répondu en guidant un missile yéménite, le 15 septembre, qui détruisit un oléoduc israélien [2] ; un événement capital qui a été couvert par la censure militaire israélienne et ignoré par la presse occidentale. Elle a modifié, le 19 novembre, sa doctrine nucléaire, laissant ouverte l'option d'une réplique nucléaire. Enfin, elle peut faire usage de sa dominance militaire. L'Ukraine a annoncé que, le 20 novembre, Moscou avait tiré un missile balistique à longue portée (c'est-à-dire pouvant atteindre les États-Unis depuis la Russie), RS-26 Rubezh. Nous savons aujourd'hui qu'il s'agissait d'autre chose.

Sans que nous en ayons conscience, les champs de bataille d'Ukraine et du Moyen-Orient se sont déjà réunis, tandis que les néo-conservateurs états-uniens (les straussiens), les « sionistes révisionnistes » israéliens [3] et les « nationalistes intégraux » ukrainiens [4] se sont à nouveau alliés, comme lors de la Seconde Guerre mondiale. Ces trois groupes, historiquement liés à l'Axe tripartite, sont partisans d'une confrontation finale. Il ne maque à l'appel que les militaristes japonais du nouveau Premier ministre, Shigeru Ishiba.

Immédiatement après le tir de missiles états-uniens ATACMS et avant même celui des Storm Shadow britanniques, le président russe, Vladimir Poutine, a signé un décret promulguant la nouvelle doctrine nucléaire de son pays qu'il avait annoncé le 24 septembre dernier [5]. Elle autorise l'usage des armes atomiques dans cinq nouveaux cas :

- 1) si des informations fiables sont reçues sur le lancement de missiles balistiques ciblant le territoire de la Russie ou ses alliés.
- 2) si des armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive frappent le territoire de la Russie ou de ses alliés, ou sont utilisées pour frapper des unités ou des installations militaires russes à l'étranger.
- 3) si l'impact d'un ennemi sur le gouvernement ou sur les installations militaires russes sont d'une importance critique susceptible de saper la capacité de frappe nucléaire en représailles.
- 4) si l'agression contre la Russie ou la Biélorussie avec des armes classiques fait peser une grave menace sur leur souveraineté et leur intégrité territoriale.
- 5) si des informations fiables sont reçues sur le décollage ou le lancement d'avions stratégiques et tactiques, de missiles de croisière, de drones, de véhicules hypersoniques ou d'autres véhicules volants et de leur franchissement de la frontière russe.

Le 21 novembre, c'est-à-dire après les tirs britanniques, le président russe, Vladimir Poutine, a délivré une allocution télévisée [6] au cours de laquelle, il a révélé que les armées russes avaient détruit un centre militaire-industriel ukrainien, mais n'avaient pas utilisé de missile balistique classique RS-26 Rubezh comme l'avaient annoncé les Ukrainiens. Elles avaient par contre testé une nouvelle génération d'armes hypersoniques, en l'occurrence un missile balistique Oreshnik à portée nucléaire mais chargé conventionnellement. Celui-ci a été lancé depuis Astrakhan (mer Caspienne) sur une usine de satellites à Dnipro. Sa vitesse, supérieure à mach 10, ne permet actuellement à aucune armée au monde de l'intercepter. Il cumule les capacités des anciens missiles Iskander et des nouveaux missiles Kinjal avec encore plus de vitesse et de

maniabilité.

Le président Poutine a rappelé que la Russie, sans en avoir l'obligation, continue à respecter le traité FNI dont les États-Unis se sont retirés en 2019 [7]. Le Pentagone très en retard d'un point de vue technique, a redéployé déployé des missiles à portée intermédiaire en Europe et en Asie-Pacifique, comme à l'époque de la crise des euromissiles, tandis que la Russie en produit, mais ne les déploie pas. Vladimir Poutine a alors mis en garde les Occidentaux en suggérant aux civils de quitter les zones dangereuses que la Russie pourrait frapper avec des missiles Oreshnik chargés nucléairement.

Il se peut que ce discours ne soit pas suivi d'attaques et que son seul objectif soit de montrer la supériorité militaire russe sur l'Occident, déjà reconnue en juillet par la Commission nationale états-unienne sur la Stratégie de Défense, établie par le Congrès lors de l'adoption de la loi de programmation militaire de 2022 [8]. Son seul effet sera alors de booster les ventes d'armes russes.

Quoi qu'il en soit, jamais le monde n'a été aussi proche d'une guerre nucléaire car jamais il n'y a eu plusieurs puissances nucléaires, dont une en net avance technique sur toutes les autres.

Le 22 novembre, le président Poutine a réuni les développeurs des systèmes de missiles et les responsables industriels de l'armement [9]. Il les a félicités pour le succès d'Oreshnik et leur a demandé de le produire en série.

Notes

[1] *Biden Allows Ukraine*



Vladimir Poutine ordonnant la production en série des nouveaux missiles hypersoniques Oreshnik à capacité nucléaire

to Strike Russia With Long-Range U.S. Missiles, Adam Entous & Eric Schmitt & Julian E. Barnes, *The New York Times*, November 17, 2024.

« Ukraine Fired U.S.-Made Missiles Into Russia for First Time, Officials Say », Marc Santora & Eric Schmitt, *The New York Times*, November 19, 2024. « Biden approves Ukraine's use of long-range U.S. weapons inside Russia, reversing policy », Ellen Nakashima & Michael Birnbaum & John Hudson & Alex Horton, *Washington Post*, November 17, 2024. « Ukraine fires U.S.-made ATACMS missiles into Russia for first time », Siobhán O'Grady & David L. Stern & Serhiy Morgunov & Missy Ryan, *Washington Post*, November 19, 2024.

[2] « La Russie arme Ansar Allah contre Israël en riposte à l'armement de l'Ukraine par les États-Unis », *Réseau Voltaire*, 20 septembre 2024.

[3] « Le voile se déchire : les vérités cachées de Jabotinsky et Netanyahu », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 janvier 2024.

[4] « Qui sont les nationalistes intégraux ukrainiens ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 15 novembre 2022.

[5] « Executive Order Approving the Basic Principles of State Policy of the Russian Federation on Nuclear Deterrence », *Kremlin*, November 19, 2024. « Российская ядерная доктрина », 19 ноября 2024 г.

« Putin Lowers Russia's Threshold for Using Nuclear Arms », Anton Troianovski, *The New York Times*, November 19, 2024.

[6] « Statement by the President of the Russian Federation », *Kremlin*, November 21, 2024.

[7] « Le fossioiement US du Traité FNI avec les compli- cétés européennes », « Le Traité FNI enterré, les nouveaux euromissiles arrivent », « Le retour des euromissiles se prépare », par Manlio Dinucci, Traduction M.-A., *Il Manifesto* (Italie), *Réseau Voltaire*, 2 février, 3 août et 26 octobre 2018. « Réfutation de la propagande russe en ce qui concerne le traité FNI et chronologie », États-Unis (Department of State), *Réseau Voltaire*, 30 juillet 2019. « Contre-argumen-

Suite de la page (8)



Rencontre de Garry Conille avec son homologue de la Jamaïque, Andrew Holness, le 22 septembre 2024, à la 79e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies, à New-York

telle que la Citadelle Laferrière. Il était important pour nous de discuter avec eux des types de collaboration que nous pouvons avoir cette année. »

Enfin, juste avant l'arrivée de Leblanc Fils, Garry Conille s'était entretenu avec John Finer, le Conseiller adjoint en Sécurité nationale de l'Administration de Joe Biden, en présence de Brian Nichols le sous-Secrétaire d'État pour les affaires hémisphériques. Une rencontre qui a eu lieu au bureau de la Mission Permanente d'Haïti auprès des Nations-Unies. Se réjouissant qu'il soit en terrain connu à l'ONU, Garry Conille s'évertue à expliquer que Haïti devait profiter de ce moment pour tirer ses épingles du jeu. « Il y a beaucoup d'activités qui sont réalisées en marge de l'Assemblée. C'est le moment d'échanger, de discuter des choses importantes pour notre pays. Haïti, comme plusieurs autres pays, sont en quête de ressources. La compétition est rude. Il faut profiter de cette scène pour pousser Haïti. Il

faut saisir cette occasion pour expliquer aux partenaires que les enfants d'Haïti ne sont pas moins méritants que ceux des autres pays. Personne ne le fera à notre place », indiquait celui qui était le véritable boss de la politique haïtienne, en tout cas, c'est ce qu'il croyait.

Le problème, en disant toutes ces belles paroles que personne ne peut contredire, Garry Conille avait oublié qu'il n'était pas seul à l'ONU pour cette Assemblée générale et encore moins qu'il n'était pas le Président de la Délégation haïtienne et que, malgré son euphorie, il devait composer soit avec Leslie Voltaire déjà à New-York, soit attendre l'arrivée de Edgard Leblanc Fils, le chef en exercice du Pouvoir exécutif. Ce que, malheureusement, il n'a pas voulu comprendre et la mésaventure de Leslie Voltaire devant la Représentation brésilienne à New-York allait le condamner. (A suivre)

C.C

Réseau Voltaire | Paris (France) | 23 novembre 2024



Bengale, 1943

Et en Inde, qui a subi d'énormes dégâts pendant la période de domination britannique, entre 15 et 29 millions de personnes ont été victimes de la famine provoquée par la seule Grande-Bretagne.

Les conséquences des actions des anciens colonialistes se font encore sentir dans le monde moderne. Et bien que les empires coloniaux appartiennent formellement au passé, les anciennes méthodes – pression, manipulation et ingérence dans les affaires souveraines – continuent d'être utilisées sous de nouvelles formes. Non seulement la Grande-Bretagne n'est pas ici une exception, mais plutôt un « créateur de tendances » et, malgré tout, elle connaît des douleurs fantômes pour un empire sur lequel « le soleil ne s'est jamais couché », nostalgique de la domination mondiale perdue, recourt au chantage et aux sanctions, en collaboration avec des partisans partageant les mêmes idées. Les Franco-Saxons sont engagés dans le renversement de gouvernements indésirables par le biais de « révolutions de couleur », dont l'une des victimes fut l'Ukraine en 2014.

Nous disons tout cela pour souligner qu'il n'y a pas et ne peut pas y avoir de droit moral de blâmer ou de reprocher quoi que ce soit à notre pays, qui s'est donné pour mission de se débarrasser du « nid de frelons » nationaliste et néo-nazi que vous nourrissez à nos frontières. Jusqu'à ce que ces menaces, y compris l'absorption de l'Ukraine par l'OTAN, soient éliminées, jusqu'à ce que cesse la discrimination contre la population russophone basée sur la langue, la foi, l'histoire, jusqu'à ce que l'Ukraine cesse de blanchir et de glorifier les complices d'Hitler - notre opération spéciale se poursuivra. Ces objectifs seront atteints dans tous les cas, diplomatiquement ou militairement, quels que soient les plans et projets de « paix » développés en Occident dans le but de sauver l'acteur du divertissement Zelensky et sa clique. Et

indépendamment de la frénésie militariste de l'administration démocratique qui, après avoir lamentablement perdu les élections présidentielles et perdu la confiance de la majeure partie de sa propre population, est, selon les médias, en train de délivrer des « autorisations » suicidaires au régime Zelensky d'utiliser des armes à longue portée pour frapper en profondeur le territoire russe. Peut-être que Joe Biden lui-même, pour de nombreuses raisons, n'a rien à perdre, mais la myopie des dirigeants britanniques et français, qui se précipitent pour jouer le jeu de l'administration sortante et entraînent non seulement leurs pays, mais aussi l'ensemble du pays de l'Europe vers une escalade à grande échelle aux conséquences extrêmement graves, est frappant. C'est exactement ce à quoi nos anciens « partenaires » occidentaux feraient bien de réfléchir avant qu'il ne soit trop tard.

Ceux qui ont récemment parlé d'une sorte de « gel » du front et de divers projets similaires aux « accords de Minsk » rejetés à un moment donné par l'Ukraine et ses patrons occidentaux devraient également s'en souvenir. Ne perdez pas de temps, nous n'avons plus aucune confiance en vous et nous nous contenterons que d'une solution qui éliminera les causes profondes de la crise ukrainienne et ne permettra pas qu'une telle situation se reproduise. Et nous vous conseillons d'oublier les tentatives visant à vaincre la Russie sur le champ de bataille. L'Europe a essayé de le faire à plusieurs reprises, et on sait comment cela a abouti à chaque fois. Merci de votre attention. »

Le supplément de la réalité sur la grande « démocratie » Britannique : le cannibalisme à l'occidental

En exposant la véritable nature profondément sordide et sanguinaire de la couronne britannique (à ne pas confondre la couronne et son appareil exécutif avec le peuple), il est à souligner que le représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU a fait une remarquable preuve d'amabilité et de retenue en décrivant les « exploits » du pouvoir britannique à travers l'histoire et jusqu'à ce jour.

Notamment, en parlant des 15-29 millions de morts dus à la famine orchestrée par les Britanniques en Inde, considéré en tant que « joyau de la Couronne » britannique, il n'a pas précisé que selon les études historiques les plus sérieuses, la colonisation britannique de l'Inde a causé en tout non pas 29

millions, mais dans les 165 millions de morts Indiens tant par la famine que par les conditions de travail comparables à celles des esclaves en faveur de l'île britannique. Ne serait-ce qu'entre 1875 et 1900, environ 26 millions de personnes y ont été mis à mort.

Lorsque les statistiques dignes de ce nom sont apparues, l'espérance de vie en Inde en 1911 n'était que de 22 ans. Cependant, l'indicateur le plus éloquent était l'accessibilité des céréales alimentaires. Si en 1900, la consommation annuelle par habitant était de 200kg, à la veille de la Seconde guerre mondiale elle était déjà de 157kg. En 1946, elle est tombée encore plus - à 137 kg/hab. Soit, proportionnellement, le petit-fils a mangé 1,5-2 fois moins que son grand-père à l'époque.

Winston Churchill, le grand démocrate et combattant pour la liberté face à l'obscurantisme, disait : « Je hais les Indiens ! Ce sont des gens semblables à des bêtes avec une religion bestiale. La famine - c'est leur propre faute, car ils se reproduisent comme des lapins ! »

Cependant, les lapins ne sont pas à blâmer : la famine en Inde était due quasi exclusivement au fait qu'en près de 200 ans de sa présence parasitaire en Inde, la « Grande » Bretagne a pompé du territoire occupé l'équivalent de 200 milliards de dollars d'aujourd'hui. Pour apprécier la démesure de cette exploitation, il suffit de se rappeler, par exemple, le PIB des Etats-Unis d'Amérique qui en 2023 était de 27,36 milliards de dollars.

Le représentant de la Russie à l'ONU, n'a pas mentionné non plus l'un des plus importants génocides dans l'histoire de l'humanité, directement organisé par la couronne britannique. Celui des Chinois au 19^{ème} siècle.

À la suite des deux « guerres de l'opium » menées par la Grande Bretagne (appuyées par la France), dont l'une des principales raisons était le déséquilibre de la balance commerciale en faveur de la Chine, le 25 octobre 1860, le traité de Pékin a été signé par le gouvernement Qing en défaite. Hormis un grand nombre de concessions en faveur des Britanniques, dont l'expropriation de Hong-Kong, c'est, surtout, l'ouverture du marché chinois à la production occidentale qui a eu lieu. La marchandise qui pouvait égaliser la balance commerciale, apportant au passage de faramineux profits financiers aux britanniques, était l'opium. Ainsi, le flux constant de quantités gigantesques d'opium vendu par les Britanniques en Chine, via la porte d'entrée qui est devenue Hong-Kong, a été mis en place

et a conduit vers une propagation sans égale de la toxicomanie parmi les populations. La propagation qui a directement mené vers une gravissime dégradation de l'état de santé de la nation chinoise et vers l'extinction massive de la population. Il est difficile de quantifier précisément le nombre de morts causés par les dealers de drogues en faveur de la couronne britannique : selon les diverses études il se situe entre 20 et 100 millions de victimes.

Lors de la réunion au conseil de sécurité de l'ONU, Vasilij Nebenzia n'a pas mentionné non plus la grande famine organisée en 1943 par la couronne britannique au Bengale.

Au cours des sept premiers mois de 1943, 80.000 tonnes de céréales alimentaires ont été exportées du Bengale déjà affamé. Les autorités britanniques, craignant l'invasion japonaise, ont utilisé la tactique de la terre brûlée, en

sonnes - la Compagnie britannique des Indes orientales qui a occupé le pays pendant cinq ans, n'a jamais envisagé de prendre la moindre mesure pour contrer la tragédie qui s'est déroulée sous ses yeux. Bien au contraire : pendant cette famine qui fait partie des plus importantes dans l'histoire de l'humanité, les fonctionnaires britanniques coloniaux sur place faisaient des rapports de bonheur et de satisfaction à leurs supérieurs à Londres sur l'augmentation de leurs revenus financiers grâce au commerce et à l'exportation de produits alimentaires depuis le Bengale.

Un grand nombre de crimes contre l'humanité perpétrés pas la couronne britannique à travers l'histoire ne sont pas comptabilisés sur ses pages qui ne recensent qu'une partie de ces derniers et qui n'ont eu lieu qu'avant la fin de la seconde guerre mondiale.

Il faut bien plus de pages pour



ayant pas le moindre scrupule vis-à-vis des populations locales laissées d'une manière préméditée à la mort certaine de faim. Non seulement la nourriture a été volée, mais également tous les bateaux capables de transporter plus de 10 personnes (66 500 navires au total) ont été confisqués, ce qui a mis à mort la pêche locale, ainsi que le système de transport par voie navigable que les bengalis utilisaient pour livrer de la nourriture. Une fois de plus, les chiffres précis de la politique britannique au Bengale sont inconnus - le nombre de morts de faim est estimé de 0,8 à 3,8 millions de personnes. Certains chercheurs indépendants estiment que même le nombre proche de 4 millions de morts qui vient des sources britanniques est inférieur à la réalité.

Par ailleurs, les débuts du supplice du Bengale sous l'occupation britannique ne date guère de 1943. Déjà en 1770, lors d'une sécheresse qui a tué environ un tiers de la population du Bengale - près de 10 millions de per-

sonnes en attente d'un procès à la CPI sont enfermées dans une « cellule de détention gris foncé équipée d'une table et d'une chaise en acier boulonnées au sol, d'une dalle en guise de lit, de toilettes de prison sans siège en acier inoxydable et d'un lavabo ».

Et il y a suffisamment de place pour Netanyahu et Biden.

Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA)

importante à l'État d'Israël », a-t-il déclaré à ses partisans lors d'une conférence de son parti sioniste religieux. Pendant le premier mandat de Trump, a-t-il dit, « nous étions sur le point d'appliquer la souveraineté sur les colonies » en Cisjordanie. « Aujourd'hui, a-t-il ajouté, le temps est venu de faire de cette souveraineté une réalité. »

Le 12 novembre, M. Trump a envoyé le même signal à M. Smotrich et à M. Netanyahu en nommant son

nouvel ambassadeur en Israël, Mike Huckabee, un chrétien évangélique. Peu après, Huckabee a déclaré dans une interview à la radio israélienne que « bien sûr » l'annexion de la Cisjordanie est possible dans la prochaine administration, mais que la politique n'a pas été définie. Et en 2017, il a affirmé : « La Cisjordanie n'existe pas. C'est la Judée et la Samarie. Les colonies n'existent pas. Ce sont des

communautés, des quartiers, des villes. L'occupation n'existe pas ».

Il est allé encore plus loin dans une déclaration faite lors de sa campagne présidentielle de 2008. « Fondamentalement, il n'y a rien de tel qu'un Palestinien - je dois faire attention à ce que je dis, parce que les gens vont vraiment s'enervier - il n'y a rien de tel qu'un Palestinien », a-t-il déclaré.

Bien que ni les États-Unis ni Israël ne reconnaissent la juridiction de

la CPI, la plupart des autres pays du monde, y compris en Europe, le font.

Ainsi, si Joe Biden rejoignait Netanyahu sur la liste des personnes recherchées par la CPI, il resterait en sécurité tant qu'il ne quitterait pas le pays. Mais s'il devait prononcer un discours ou assister à une cérémonie en dehors du pays, une notice rouge d'Interpol l'attendrait probablement, suivie d'un voyage rapide à la Tour de la Cour de la CPI à La Haye. Selon The Architectural Review, les per-

sonnes en attente d'un procès à la CPI sont enfermées dans une « cellule de détention gris foncé équipée d'une table et d'une chaise en acier boulonnées au sol, d'une dalle en guise de lit, de toilettes de prison sans siège en acier inoxydable et d'un lavabo ».

Et il y a suffisamment de place pour Netanyahu et Biden.

The Nation 18 novembre 2024
Afrique Asie 25 novembre 2024

JJ's Fritaille
4021 Glenwood Road
(corner Albany Avenue)
Brooklyn, NY 11210

Open Monday to Thursday
2 pm to 10 pm
Friday and Saturday
2 pm to 11 pm
Sunday
Closed

347.636.2850

Tonel ToGo **BON Bonbon**

- Griot - Tassot
- Pwason
- Poul an sòs
- Coffee/Tea
- Pastries
- Fresh Bread
- Haitian Patties
- Chocolat lakay

1407 Flatbush Ave.
(Corner Farragut) Brooklyn,
NY 347.240.1166

KATOU RESTAURANT

5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

CATERING & TAKE-OUT
Now 3 Locations in Brooklyn

KREYOL FLAVOR
EST. 2007

2816 Church Avenue (b/t Nostrand & Rogers Aves.) **718.856.2100**

8221 Flatlands Avenue (b/t E. 82 & 83 St.) **718.975.7488**

1738 Flatbush Avenue (b/t Aves I & J) **718.258.0509**

Amsterdam et Bruxelles se disent prêts à arrêter Netanyahu à la suite de mandats d'arrêt émis par la CPI



Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu



La CPI a émis des mandats d'arrêt contre Netanyahu et son ancien ministre des Affaires militaires, Yoav Gallant, pour des crimes de guerre, le 21 novembre 2024. (Photo via X)

Les Pays-Bas se disent prêts à mettre en œuvre la décision de la CPI concernant l'arrestation du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

La Cour pénale internationale (CPI) a émis, ce jeudi 21 novembre, des mandats d'arrêt contre le Premier ministre

israélien, Benjamin Netanyahu, et son ancien ministre des Affaires militaires, Yoav Gallant, pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans la bande de Gaza.

Dans ce droit fil, le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Kasper Veldkamp, a confirmé la dé-

termination d'Amsterdam à mettre en œuvre la décision de la CPI.

En écho avec Amsterdam, la vice-première ministre belge, Petra De Sutter, a appelé jeudi l'Europe à se conformer à la décision de la Cour pénale internationale. L'Europe «doit imposer des sanctions économiques, suspendre l'accord d'association avec Israël et exécuter ces mandats d'arrêt», a-t-elle écrit sur X. «Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ne peuvent rester impunis», ajoute De Sutter.

Le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a lui aussi déclaré que la décision de la Cour devait être respectée et mise en œuvre.

Quant à la France, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Christophe Lemoine, a rappelé l'importance de la justice internationale pour garantir la stabilité mondiale. «La lutte contre l'impunité est notre priorité», a-t-il déclaré lors d'un point de presse, ce jeudi, tout en soulignant que la France soutient pleinement l'indépendance et l'impartialité du procureur de la CPI. Concernant la possibilité d'une arrestation de Benjamin Netanyahu en France, il a répondu qu'il s'agissait d'une «question juridiquement complexe» nécessitant une analyse approfondie.

Cette décision a cependant suscité, dans la foulée, l'indignation du régime de Tel-Aviv. Rejetant l'appel du régime sioniste, la CPI a déclaré qu'il existe des motifs raisonnables démontrant que Netanyahu et Gallant ont supervisé les attaques contre des populations civiles et ont utilisé la famine comme arme de guerre dans la bande de Gaza.

PressTV 21 Novembre 2024

Près de 100 camions d'aide à Gaza ont été volés par des gangs protégés par Israël (ONU)



L'armée d'occupation israélienne à Gaza laisse les gangs à sa botte rançonner et piller les camions d'aide humanitaire

Par Dave DeCamp

Haaretz a récemment rapporté qu'Israël laisse les gangs de Gaza piller les camions d'aide.

L'agence de secours palestinienne de l'ONU, l'UNRWA, a déclaré lundi que près de 100 camions d'aide qui sont entrés à Gaza au cours du week-end ont été volés par des pilliers armés.

L'UNRWA a déclaré qu'au moins 98 camions d'un convoi de 109 cami-

ons ont été perdus. Le convoi a été attaqué après avoir pénétré dans le sud de la bande de Gaza en provenance d'Israël par le poste frontière de Kerem Shalom. L'UNRWA a également déclaré que le convoi devait initialement entrer à Gaza dimanche, mais que l'armée israélienne lui a ordonné de partir un jour plus tôt «à bref délai par un itinéraire alternatif et peu familier».

La semaine dernière, Haaretz a rapporté qu'Israël permettait intentionnellement aux gangs armés de Gaza de piller les camions d'aide et d'extorquer

aux chauffeurs de l'argent pour leur protection. Le rapport indiquait que dans certains cas, les derniers vestiges des forces de police de Gaza avaient tenté d'agir contre les pilliers, mais qu'ils avaient été attaqués par les troupes israéliennes.

Israël a systématiquement pris pour cible les forces de police de Gaza tout au long de l'année écoulée. L'armée israélienne justifie ses attaques contre les forces de police en soulignant le contrôle exercé par le Hamas sur ces dernières, mais l'absence de policiers a rendu beaucoup plus difficile l'acheminement de l'aide aux Palestiniens affamés.

Signe que Gaza dispose encore d'une certaine force de police, le ministère de l'intérieur de la bande de Gaza a déclaré lundi qu'il avait affronté les gangs responsables du pillage de l'aide. «Plus de 20 membres de gangs impliqués dans le vol de camions d'aide ont été tués lors d'une opération de sécurité menée par les forces de sécurité en coopération avec les comités tribaux», a déclaré le ministère, selon l'AFP.

«L'opération de sécurité d'aujourd'hui ne sera pas la dernière. Le phénomène des vols de camions (...) a gravement affecté la société et conduit à des signes de famine dans le sud de la bande de Gaza», a ajouté

Les membres de l'AES choisissent de développer leurs propres compagnies aériennes



Le colonel Assimi Goïta, président en exercice de l'AES

Après avoir un temps envisagé de lancer un transporteur unique, le Burkina, le Mali et le Niger optent finalement pour la création ou la relance de compagnies nationales, symboles de souveraineté. Ouagadougou a relancé Air Burkina avec un nouvel investissement permettant l'acquisition d'un Embraer 190. Les vols ont repris le 2 octobre.

Bamako accélère pour sa part la création de Mali Airlines. Une ordonnance en ce sens a été adoptée le 14 novembre par le Conseil national de Transition. Avec plusieurs autres compagnies, notamment internationales, qui desservent la région, cette fragmentation de l'offre pénalise le coût du transport aérien, estiment des experts.

Ainsi, le PDG de Kenya Airways suggère plutôt des fusions régionales pour améliorer la compétitivité et réduire les frais.

Le 16 septembre 2024, l'Alliance des États du Sahel (AES) a célébré son premier anniversaire. Créée un an plus tôt, cette confédération regroupant le Burkina Faso, le Mali et le Niger vise à renforcer la coopération régionale et à consolider la souveraineté de ses membres face aux défis sécuritaires et économiques.

Lors d'un discours solennel prononcé à l'occasion de cet événement, le colonel Assimi Goïta, président en exercice de l'AES, avait dévoilé plusieurs initiatives majeures pour l'avenir de l'Alliance. Parmi celles-ci, figure l'annonce de la mise en circulation imminente d'un passeport biométrique commun pour les citoyens des trois pays membres. «Dans les jours qui suivent, il sera mis en circulation un nouveau passeport biométrique de l'AES», a affirmé le président malien. Cette mesure vise à faciliter la mobilité des citoyens à travers le monde et à renforcer l'identité collective de la Confédération. Vers une intégration économique et diplomatique accrue Au-delà du passeport, Assimi Goïta a annoncé la création prochaine d'une banque d'investissement et d'un fonds de stabilisation.

PressTV 23 novembre 2024

Venezuela : Les États-Unis reconnaissent Edmundo Gonzalez comme président élu



Edmundo González et le secrétaire d'État américain Anthony Blinken.

Le chancelier du Venezuela, Yvan Gil Pinto, a condamné mardi la reconnaissance de l'ancien candidat d'opposition à la présidence, Edmundo Gonzalez, comme président élu aux élections du 28 juillet dernier par le Gouvernement des États-Unis (USA).

Washington s'est prononcé officiellement par l'intermédiaire de l'actuel secrétaire d'État, Anthony Blinken, qui a affirmé sur son compte X que «le peuple vénézuélien s'est prononcé fermement le 28 juillet et a nommé Edmundo Gonzalez Urrutia élu. La démocratie exige le respect de la volonté des électeurs.»

L'affirmation de Blinken est totalement absurde et contraire à tout principe démocratique car l'autorité électorale vénézuélienne a nommé Nicolas Maduro président du pays avec 51,20 % des voix, ce qui représente 5

150 092 électeurs. Gonzalez a obtenu 42,2 % des voix, ce qui représente 4 445 978 voix.

À propos de la position de Washington, Gil Pinto a écrit sur sa chaîne Telegram : «Le seul endroit dont on ne revient pas est le ridicule.» «Mais Blinken, ennemi avoué du Venezuela, insiste pour le faire à nouveau, maintenant, avec un Guaido 2.0 soutenu par des fascistes et des terroristes soumis à la politique étasunienne discréditée», a-t-il ajouté.

Et le chancelier vénézuélien a souligné que, pendant les quelques jours qu'il reste à Blinken comme secrétaire d'État, «il devrait se consacrer à réfléchir sur ses échecs, se défaire des complexes impériaux et coloniaux, et aller écrire ses mémoires sur la façon dont la Révolution bolivarienne lui a fait mordre la poussière de la défaite comme à ses prédécesseurs.»

Pour sa part, le secrétaire exécutif de l'Alba-TCP, Jorge Arreaza, a condamné aussi la reconnaissance de Gonzalez, comme président du Venezuela et sur son compte Telegram, il a évoqué le dicton populaire qui dit que «l'homme et le seul animal qui trébuche deux fois sur la même pierre.»

Telesur 19 Novembre 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos 20 Novembre 2024

le ministère.

Depuis le début du mois d'octobre, Israël impose un blocus contre les villes de Beit Lahia, Beit Hanoun et Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza, interdisant l'entrée de toute aide dans ces zones. Mais la situation

générale de l'aide dans la bande de Gaza s'est aggravée, puisque le mois d'octobre a vu le plus petit nombre de camions d'aide entrer à Gaza depuis le début de la guerre génocidaire d'Israël.

Dave DeCamp 23 novembre 2024

Uruguay : Qui est Yamandu Orsi, le nouveau président élu ?



Yamandu Orsi

Le candidat du Front Large, Yamandu Orsi, est devenu dimanche le troisième président de gauche dans l'histoire de l'Uruguay et succédera le 1er mars 2025 à Luis Lacalle Pou à la tête du pays.

Avec la victoire d'Orsi, le groupe de gauche reviendra à la présidence de l'Uruguay qu'il avait perdue en 2020 après avoir gouverné 15 ans de suite.

Le nouveau président de l'Uruguay est né dans une zone rurale de la ville de Canelones le 13 juin 1967 et est arrivé dans la capitale régionale à cinq ans, quand son père est tombé malade et n'a pas pu continuer à travailler dans les champs comme ra-

masseur et marchand de raisin.

Sous la dernière dictature uruguayenne (1973-1985), Yamandu Orsi s'est senti attiré par des figures comme celle de Che Guevara, ce qui l'a amené à s'intéresser à la politique au grand dam de ses parents.

Après la chute de la dictature en 1985, Orsi a commencé à militer à gauche. En 1989, il s'est joint au Mouvement de Participation Populaire (MPP) fondé par l'ancien président José, « Pepe » Mujica, aujourd'hui, le principal secteur du Front Large.

En 1991, il a obtenu son diplôme de professeur d'histoire et enseigné dans des lycées de villages et de petites villes jusqu'à en 2005, quand il a commencé sa trajectoire au gouver-

nement de la ville de Canelones.

Yamandu Orsi a été secrétaire de l'intendance de Canelones pendant les deux mandats de Marc Carambula du Front Large et en 2015, il a été élu pour lui succéder en tant que maire, un poste qu'il aurait dû occuper jusqu'en 2025 mais le 1er mars 2024, il a démissionné pour lancer sa candidature aux élections présidentielles.

Sur 99,93 % des bulletins dépouillés, la cour électorale a confirmé la victoire du binôme composé par Yamadou Orsi et Carolina Cosse avec 1 163 755 voix. Le président et la vice-présidente élus affronteront des défis défilés comme celui du dialogue sur la sécurité sociale et de son application.

Traduction Françoise Lopez Bolivar infos 26 Novembre 2024

Directory Classified

Tel: 718-421-0162 editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what

your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

NURSING HOMES, HOME CARE AGENCIES & HOSPITALS ARE HIRING!

Jobs Available • Train to be a Health Care Worker in less than 2 MONTHS

RN and LPN review 2.5 month course:\$4900
Morning (10 am to 3 pm) & evening (6 pm and 10 pm), Mon to Thu classes start Oct. 21 & end Dec. 30, 2019 - Weekend, Sat & Sun, start Oct. 26 from 10 am to 4 pm
Upgrade your expired HHA in 7 days:\$695
CNA become a HHA in 7 days:\$695
EKG and phlebotomy, PCT, PCA review: Start Sep.23

DAISLEY INSTITUTE: 718.467.8497
229 Empire Blvd., Brooklyn, NY (bet Bedford & Rogers)

855.281.6439

Kitchen Magic
KITCHEN & BATH SOLUTIONS

30% OFF
INSTALLATION ON YOUR DREAM KITCHEN.

OFFER EXPIRES 12/31/24

*Discount applies to the installation of new cabinets and refacing only. Minimum of \$10,000 project value. Offer valid on new customer agreements only. Offer valid through December 31st, 2024. Offer may not be combined with other offers. NY license: Nassau: H1759490000. Suffolk: 16183-H NY. Rockland: 5642.

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

BIG WIRELESS COVERAGE, WITHOUT BIG WIRELESS COST.

Plans start at just \$20/month.

Switch & Save Today

844-919-1682 Consumer Cellular®

© 2023 Consumer Cellular Inc. Terms and Conditions subject to change. Plans shown above include \$5 credit for AutoPay and E-billing. Taxes and other fees apply. Credit approval required for new service. Cellular service not available in all areas and is subject to system limitations.

Be prepared before the next power outage.

It's not just a generator. It's a power move.

Receive a free 5-year warranty with qualifying purchase* - valued at \$535.

Call 877-516-1160 to schedule your free quote!

GENERAC

*Terms and Conditions apply.

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only \$99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haiti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

DENTAL Insurance

Physicians Mutual Insurance Company

FREE Information Kit

A less expensive way to help get the dental care you deserve!

- Get help paying dental bills and keep more money in your pocket
- This is real dental insurance - NOT just a discount plan
- You can get coverage before your next checkup

Don't wait! Call now and we'll rush you a FREE Information Kit with all the details.

1-855-225-1434

Visit us online at www.dental50plus.com/nypress

Product not available in all states. Acceptance is guaranteed for one insurance policy/certificate of this type. This specific offer is not available in CO, NY, call 1-800-969-4786 for a similar offer. In WV, to find a provider in the network visit us at <http://www.physiciansmutual.com/web/dental/ind.html>. For complete details about this solicitation of insurance, please contact us. Certificate CS20K, Insurance Policy P150, Certificate CS24 (ID: CS24D), PA: CS24PA, Insurance Policy P154 (GA: P154GA, NY: P154NY, OK: P154OK, TN: P154TN) 6129-0524

Make the smart and ONLY CHOICE when tackling your roof!

Before **After**

LIMITED TIME OFFER! SAVE!

UP TO 50% OFF INSTALLATION

FREE ESTIMATE 1.855.492.6084

ERIC HOME **MADE IN THE U.S.A.** Expires 12/31/2024

New orders only. Does not include material costs. Cannot be combined with any other offer. Minimum purchase required. Other restrictions may apply. This is an advertisement placed on behalf of Erie Construction Mid-West, Inc. ("Erie"). Offer terms and conditions may apply and the offer may not be available in your area. If you call the number provided, you consent to being contacted by telephone, SMS text message, email, pre-recorded messages by Erie or its affiliates and service providers using automated technologies notwithstanding if you are on a DO NOT CALL list or register. Please review our Privacy Policy and Terms of Use on homeservices.compliance.com. All rights reserved. License numbers available at eriehome.com/erie-licenses/

Save on Windows & Doors!

Buy One, Get One **40% OFF** AND Take an Extra **\$200 OFF** YOUR ENTIRE PURCHASE*

NO Money Down, NO Monthly Payments, NO Interest for 12 months!

Minimum purchase of 4 - interest accrues from the date of purchase but is waived if paid in full within 12 months.

Call by January 31 to schedule your **FREE** consultation.

888-610-7738

RENEWAL by ANDERSEN FULL SERVICE WINDOW & DOOR REPLACEMENT

CUSTOM BUILT IN THE USA

*DETAILS OF OFFER: Offer expires 1/31/2025. Not valid with other offers or prior purchases. Buy one (1) window or entry/patio door, get one (1) window or entry/patio door 40% off, and 12 months no money down, no monthly payments, no interest when you purchase four (4) or more windows or entry/patio doors between 11/1/2024 and 1/31/2025. Additional \$200 off your purchase, minimum purchase of 4, taken after initial discount(s), when you purchase by 1/31/2025. 40% off windows and entry/patio doors are less than or equal to lowest cost window or entry/patio door in the order. Subject to credit approval. 12-month Promo Period: while no payments are due, interest accrues but is waived if the loan is paid in full before the Promo Period expires. Any unpaid balance owed after the Promo Period, plus accrued interest, will be paid in installments based on the terms disclosed in the customer's loan agreement. Financing provided by various equal opportunity lenders. Savings comparison based on purchase of a single unit at list price. Available at participating locations and offer applies throughout the service area. See your local Renewal by Andersen location for details. License numbers available at renewalbyandersen.com/license. Some Renewal by Andersen locations are independently owned and operated. "Renewal by Andersen" and all other marks where denoted are trademarks of their respective owners. © 2025 Andersen Corporation. All rights reserved. 86A13689 *Using U.S. and imported parts.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package \$84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For just \$25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-

Le révolutionnaire Georges Abdallah sera bientôt libéré !



Le militant politique libanais Georges Ibrahim, Abdala, surnommé « le Nelson Mandela du monde arabe », arrêté en

1984 à Lyon à l'âge de 33 ans et condamné à perpétuité en 1987 en France, a fait, jusqu'à présent, 40 ans de prison,

ce qui en fait le prisonnier le plus longtemps incarcéré en Europe.

Le Tribunal d'application des peines a rendu une décision favorable le vendredi 15 novembre à la demande de libération de Georges Abdallah. Communiste libanais engagé au sein de la résistance palestinienne.

Georges Abdallah, ancien instituteur, né dans le village de Qobayat, dans le nord du Liban, en 1951, est un ancien membre du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) et l'un des fondateurs des Factions Révolutionnaires Armées Libanaises (LARF), un groupe qui a réalisé une série d'opérations dans le cadre d'activités révolutionnaires pour défendre la cause palestinienne.

En 1982, le groupe de Résistance LARF dirigé par Abdala s'est attribué la responsabilité de l'assassinat de l'attaché militaire étasunien Charles Robert Rey et du diplomate israélien Yacov Barsimantov, à Paris.

Son groupe a affirmé que les assassinats de Rey et de Barsimantov étaient une réponse à la participation de Washington et de Tel-Aviv à la guerre civile libanaise. LARF a dit que c'étaient des actes légitimes de résistance contre l'occupation étrangère, puisque Israël avait envahi le Liban une fois de plus.

Le révolutionnaire libanais a été accusé d'avoir participé aux assassinats de ces agents à Paris a été condamné pour ces faits. De plus, les autorités françaises ont accusés Abdala d'avoir tenté d'assassiner le consul général des États-Unis, Robert Homme, à Strasbourg.

Le procès d'Abdala s'est caractérisé par son absence de preuves et son avocat lui-même a avoué plus tard

qu'il travaillait en secret pour le Gouvernement. Tout au long des années, il y a eu des décisions judiciaires favorables à Abdala mais l'interférence du Gouvernement n'a pas permis qu'elles soient mises en place ou respectées.

En 1999, il remplissait les conditions pour obtenir la liberté conditionnelle, mais toutes ses demandes précédentes ont été rejetées sauf en 2013, quand sa libération était conditionnée par son expulsion de France. Mais le ministre de l'Intérieur de l'époque, Manuel Valls, a refusé d'exécuter l'ordre et a maintenu Abdala en prison.

Depuis son emprisonnement, Abdala est devenu une icône de la lutte libano-palestinienne contre le régime d'Israël. Le combattant libanais refuse de se repentir ou de se rétracter à propos de son soutien à la Palestine, et beaucoup pensent que c'est la raison principale pour laquelle il n'a pas été libéré jusqu'à présent. Son avocat, Jean-Louis Chalanset, a souligné que sa libération est « une première victoire politique et judiciaire puisque il n'est pas nécessaire qu'un arrêté d'expulsion soit pris ».

Selon Elisa Marcel, avocate au Barreau de Seine-Saint-Denis : « La décision de libérer Georges Abdallah est une victoire historique, arrachée par des décennies de luttes et de solidarité internationale. Mais on doit continuer à se battre dans ce qui semble être la dernière ligne droite d'un acharnement qui aura duré 41 ans. »

Les États-Unis se sont constamment opposés à sa libération. Enfin, sa 11e demande de libération a été acceptée. Les procureurs anti terroristes français ont annoncé qu'ils feraient appel de cette décision.

Ainsi Abdallah, 73 ans, devra encore attendre plusieurs semaines pour savoir si sa libération, ordonnée par le tribunal de l'exécution des peines anti-terroristes, sera enfin effective. Dans la mesure que l'objet d'un recours fait de la part du Parquet national antiterroriste pourrait retarder la libération prévue le 6 décembre prochain. Car la loi française stipule que la procédure d'appel pourrait durer jusqu'à deux mois, obligeant Abdallah à rester en prison au moins jusqu'au début 2025.

329-9391

REAL ESTATE

We Buy Houses for Cash AS IS! No repairs. No fuss. Any condition. Easy three step process: Call, get cash offer and get paid. Get your fair cash offer today by calling Liz Buys Houses: 1-888-704-5670

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other pests. Locally owned and affordable. Call for service or an inspection today! 1-866-448-8311 Have zip code of property ready when calling!

SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

SERVICES

Consumer Cellular - the same reliable, nationwide coverage as the largest carriers. No long-term contract, no hidden fees and activation is free. All plans feature unlimited talk and text, starting at just \$20/month. For more information, call 1-844-919-1682

TV INTERNET PHONE

AFFORDABLE TV & INTERNET. If you are overpaying for your service, call now for a free quote and see how much you can save! 1-855-399-2803

TV INTERNET PHONE

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To \$600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

BATH REMODEL

SPECIAL OFFER

Waiving All Installation Costs!

TRANSFORM YOUR BATHROOM AND YOUR LIFE IN **ONE DAY***

CALL NOW **855.564.2680**

*Some installs may take longer. Add'l terms apply. Offer subject to change and vary by dealer. Expires 12/29/24.

CALL TODAY FOR A **FREE INSPECTION!**
1-855-478-9473

20% OFF + **10% OFF**

Your Entire Purchase* Seniors + Military

++ We offer financing that fits your budget!¹

* See Representative for full warranty details. *One coupon per household. No obligation estimate valid for 1 year. †Subject to credit approval. Call for details. AR 366920923, AZ 800-344027, CA 1035795, CT 861-671520, FL CB05056678, IA C127230, ID RCE-51604, LA 559544, MA 176447, MD MHIC11225, MI 262-200173, 262-300318, 262-300328, 262-300329, 262-300330, 262-300331, MN IR731804, MT 226192, ND 47304, NE 50145-22, 50145-23, NJ 13VH09953900, NM 408693, NV 86990, NY H-19114, H-52229, OR 218294, PA 179643, 069383, RI GC-41354, TN 10981, UT 10783658-5501, VA 2705169445, WA LEAFFNW822JZ, WV WV056912.

Call today and receive a **FREE SHOWER PACKAGE PLUS \$1600 OFF**

SAFE STEP WALK-IN TUB
1-855-916-5473

With purchase of a new Safe Step Walk-In Tub. Not applicable with any previous walk-in tub purchase. Offer available while supplies last. No cash value. Must present offer at time of purchase. CSLB 1082165 NSCB 0082999 0083445

FINANCING AVAILABLE WITH APPROVED CREDIT

Saving a Life EVERY 11 MINUTES

I'm never alone

Life Alert® is always here for me.

One touch of a button sends help fast, 24/7.

Life Alert® Batteries Never Need Charging.

For a FREE brochure call:
1-800-404-9776

SAVE ON YOUR **Travel Plans!**

Up to **75%** more than **500 Airlines** and **300,000 Hotels** across the world!

Let us do the research for you for free... we'll save you time and money

Spend your travel dollars when you get there not getting there!

We're not allowed to publish fares online so call for the best rates now **877-988-7277**

La fin des Nations Unies !

Par Irshad Ahmad Mughal

Observez la rhétorique, les belles paroles, l'assurance et le charme de l'Assemblée des Nations unies avec les dirigeants du monde. Ils prononcent des discours impressionnants, remplis de mots et de logique manipulés. Tout le monde sait qu'il y a des conflits, de la violence, une escalade des guerres et l'odeur des munitions dans le monde, mais leurs paroles sont dépourvues de substance.

Leurs actions sont paralysées. Ils se contentent de faire appel les uns aux autres et de rejeter la faute sur les autres. Nous savons tous qu'ils mentent sur scène devant 7 milliards de personnes et qu'ils n'éprouvent aucune honte. Si vous soulevez le tapis, vous verrez de la poussière, des cafards de transactions secrètes, des lézards mangeant de petites mouches et des serpents prêts à tuer avec du poison.

Telle est la réalité et la fin de l'ONU. L'ONU a été créée après l'échec de la Société des Nations. L'ONU s'est transformée en une organisation humanitaire sans organe de décision. Elle est comme un lion édenté qui court après ses animaux rapides. Bientôt, vous entendrez dire qu'elle s'est effondrée sous son propre poids. Elle a été créée dans le contexte d'un monde bipolaire qui a engendré une longue guerre froide entre deux blocs. Elle ne s'inscrit pas dans un monde multipolaire où des forces différentes s'affrontent sur une table de billard. Chaque boule essaie de trouver sa place dans différents trous.



Je suppose que bientôt, la « Ligue des Corporations et des multiCorporations » remplacera les États. Les États tombent comme les tombes d'anciens forts. Les dirigeants font du bruit comme des chèvres et des moutons effrayés. La vérité est que le pouvoir a forcé les principes à s'agenouiller. Personne n'est prêt à écouter la voix des sans-voix malgré les slogans scandés de New York à Tel Aviv. C'est le style de la « mafia » au nom de la soi-disant « démocratie ». Le racisme, l'extrémisme religieux et le localisme augmentent malgré les réseaux mondiaux et la mondialisation.

Regardez dans le miroir de l'avenir et vous verrez une image sombre de l'humanité tachée de sang. Son visage ne porte aucune trace de honte ou de culpabilité. Bientôt, des robots remplaceront ces êtres humains émotifs et arrogants. Les robots ne pleureront pas du fond de leur cœur, mais suivront les ordres des algorithmes, ce qui facilitera l'acte de tuer l'humanité. Les humains ont déjà commencé à tuer sans émotions. La mondialisation ne concerne pas l'unification des êtres humains, mais la diffusion des machines, des chaînes hôtelières, des produits et des robots. Les gens fuient d'un pays à l'autre, obligés

de traverser les frontières pour trouver refuge.

Imaginez un scénario dans lequel un homme jette sans arrêt des enfants dans une rivière. Naturellement, vous vous jetteriez à l'eau pour sauver l'enfant qui se noie. Cependant, dès que vous en sauvez un, l'homme en jette un autre à l'eau. Vous finissez par être épuisé et incapable de sauver de nombreux enfants. La véritable solution consiste à empêcher l'homme de jeter les enfants dans la rivière. Cette analogie souligne la nécessité de s'attaquer à la racine du problème. Au XXIe siècle, les dirigeants se concentrent souvent sur le sauvetage et le renforcement des frontières pour empêcher les immigrants et les réfugiés, au lieu de s'attaquer aux problèmes sous-jacents qui forcent les gens à se retrouver dans des situations aussi désespérées.

La situation mondiale actuelle peut être comparée à un scénario dans lequel les dirigeants se concentrent sur des solutions immédiates, telles que le renforcement des frontières pour empêcher l'immigration,

plutôt que de s'attaquer aux causes profondes des conflits et des déplacements. S'il peut sembler qu'ils ne comprennent pas ces problèmes sous-jacents, la réalité est plus complexe. De nombreux dirigeants en sont conscients, mais ils donnent la priorité à leurs intérêts géopolitiques et à leurs gains économiques plutôt qu'aux préoccupations humanitaires. Ils s'engagent dans des contrats d'armement et des alliances stratégiques, perpétuant souvent la violence et l'instabilité pour le profit et le pouvoir. Cette approche ne laisse que peu d'espoir pour un avenir pacifique, à moins qu'il n'y ait un changement fondamental qui s'éloigne de la guerre et de la violence pour s'attaquer aux problèmes fondamentaux qui sont à l'origine de ces crises.

Irshad Ahmad Mughal est le président de la Iraj Education & Development Foundation, basée au 82B, New Chaburji Park, Lahore.

Pressenza IPA
26 Novembre 2024

Have Computer Problems?

Get **\$20 OFF** Any Service

Use Coupon Code **42513**

Friendly Certified Computer Repair Experts

24/7 Emergency Service
Data Recovery
Virus Removal
Regular Maintenance

Call Now Get a Free Diagnosis
866-848-0045

Geeks OnSite

DÉCÈS DE LUPHÈTE PIERRE FLORESTAL

Luphète Pierre Florestal, 88, of Holbrook, passed away peacefully in the comfort of his home on November 15, 2024. Luphete was born in Thomazeau, Haiti to the late Orius and Antoinette (Leon) Florestal. He worked as a journalist and writer for many years until his retirement.

Luphete was the husband of Claire Marie (Pierre) and her husband Alixon, Ehly Florestal, late Berlioz Florestal; grandfather of Yed-“Beji” Florestal II, Berto Jourdain Florestal; brother of Armide Florestal; and an

All are welcome to visitation on Saturday, November 30th from 8-9:30 a.m. at New Jerusalem Evangelical Baptist Church, 871 N. Main St., Randolph, MA 02368. Burial to follow at St. Mary Cemetery, 245 North St., Randolph, MA 02368. Live streaming of Luphete's funeral will be available.

Luphète Pierre Florestal, né des œuvres légendaires de son père, le 10 octobre 1936, à Thomazeau, Haïti. Marié

avec Claire Marie Pierre Louis, il était père de Clarck, Berline, Ehly, et du défunt Berlioz Florestal. Après avoir vécu 88 ans au cours desquels il s'était toujours mis au service des communautés où il évoluait que ce soit comme écrivain, éducateur ou journaliste, il a rendu l'âme le vendredi 15 novembre, à l'aube du jour, après un peu plus de deux ans de maladie, au 5 Ford Ave, Holbrook, Massachusetts, USA.

Ses funérailles seront chantées le samedi 30 novembre prochain, à 8h du matin, à l'Église Évangélique Baptiste de la Nouvelle Jérusalem, sise au 871 N. Main St, Randolph, MA, 02368.



Louis) Florestal; father of Berline Florestal Vincent Clarck Florestal and his wife Regine, and the jhana Labady, Kemyssa Labady, Berlioz al, Regina Florestal, and Karl Florestal; uncle of many nieces and nephews.

day, November 30th from 8-9:30 a.m. at New Jerusalem Evangelical Baptist Church, 871 N. Main St., Randolph, MA 02368. Burial to follow at St. Mary Cemetery, 245 North St., Randolph, MA 02368. Live streaming of Luphete's funeral

times de Orius Florestal et d'Antoinette Léon, a vu avec Claire Marie Pierre Louis, il était père de Clarck,